

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2115 - JEUDI 18 SEPTEMBRE 2014

Kikwit

Lancement des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite

La campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite lancée le 17 septembre par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, dans l'enceinte de la maison communale de Nzinda située à Kikwit dans la province du Bandundu, concerne tous les enfants âgés de zéro à cinq ans. Au total, 722.744 enfants sont attendus dans toutes les vingt zones de santé de cette ville. Les parents ne vont pas amener les enfants dans les sites de vaccination et attendront à domicile les vaccinateurs qui vont leur administrer deux gouttes de vaccin polio oral. C'est, dit-on, le seul remède efficace pour protéger l'enfant contre cette maladie qui provoque la paralysie des membres inférieurs.

Pour la mobilisation sociale, des saynètes ont été préparées et des messages de sensibilisation sont diffusés dans les différentes chaînes de radio locales appelant la population à vacciner les enfants contre la poliomyélite. [Page 12](#)



Des vaccinateurs administrant les deux gouttes de vaccin polio oral aux enfants

ENJEUX DE L'HEURE

Les chrétiens catholiques mobilisés contre la révision de la Constitution



Les évêques membres de la Cénco

L'initiative de modifier la Constitution en son article 220, qui garantit l'alternance politique après deux mandats, n'est pas du goût de la Conférence épiscopale nationale du Congo qui ne rate aucune occasion pour le crier haut et fort. Après leur mise en garde faite dans une déclaration solennelle en juin dernier, les évêques catholiques ont tenu à réaffirmer la nécessité de respecter et de conserver la Constitution du 18 février 2006. Ils l'ont fait savoir

depuis la ville sainte de Rome dans un message intitulé « Protégeons la Nation ». Tenant cette fois-ci à impliquer les communautés de base, les évêques appellent tous les curés et les catéchistes du pays à véhiculer leur message et à sensibiliser les chrétiens dans les églises pour qu'ils se mobilisent contre toute velléité de modification de la Constitution présentée comme une démarche sans issue. [Page 13](#)

JUSTICE

Le président du Csac dans l'œil du cyclone

Alors que ça bouge sur le plan interne, l'abbé Jean-Bosco Bahala devra répondre devant la justice pour des faits liés à la gestion de l'organe de régulation des médias en RDC. Ces faits qui ont été à la base de sa suspension par la plénière de cet organe ont également été transformés en accusations pour lesquelles des convocations sont déjà établies au nom de l'abbé président qui a refusé d'accuser réception des documents qui lui ont été apportés par un huissier de justice. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) est reproché de la mauvaise gestion financière et administrative de cette institution. Des sources proches de cette institution de la République notent que ce n'est pas la première fois que l'abbé président est pris à partie par ses pairs. Mais, cette fois-ci, en plus de sa suspension par la plénière, la justice se serait saisie de l'affaire. [Page 13](#)

TRANSPORT MULTIMODAL

Deux millions de dollars pour l'aménagement du Beach Ngobila

Les travaux d'aménagement des infrastructures au Beach Ngobila à Kinshasa prennent en compte une salle d'attente d'une capacité de deux cents personnes et des zones de passage et de contrôle documentaire. Ils consistent également à réhabiliter l'ancien bâtiment en état de vétusté avancé, à construire un nouveau qui permettra de loger les services publics qui travaillent aux frontières et à faciliter le transit des voyageurs et des marchandises. C'est l'entreprise Scico SPRL qui va exécuter les travaux pour une durée de douze mois sur un financement de la Banque mondiale de l'ordre de deux millions de dollars. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Attention !

À l'heure où, sur le territoire de la Centrafrique, la Minusca des Nations unies prend la relève de la Misca africaine, il n'est pas inutile de rappeler qu'à quelques centaines de kilomètres de là, dans l'Est de la République démocratique du Congo, les « Casques bleus » ont démontré pendant près de vingt ans leur incapacité à ramener la paix dans les zones que ravagent les conflits ethniques. Avec un bilan terrible sur lequel la communauté internationale continue de fermer les yeux, mais qui dépasse aujourd'hui les dix millions de morts, victimes du génocide rwandais compris.

Soyons clairs au risque de nous attirer les foudres de la très puissante technocratie onusienne : aussi bien formés soient-ils, ce ne sont pas des soldats venus d'Asie, d'Europe ou d'Amérique latine qui peuvent aider de façon efficace à la réconciliation des peuples là où ceux-ci se déchirent en divers points du Bassin du Congo. Seuls les Africains y parviendront, si du moins les Nations unies et les grandes puissances étrangères au continent leur en donnent les moyens matériels et financiers.

Les leçons que l'on peut, que l'on doit tirer des guerres civiles dont l'Afrique centrale a été le théâtre dans les dernières décennies sont hélas ! accablantes : décalage des troupes étrangères envoyées sur le terrain, incapacité de leur commandement à les diriger, gaspillage des fonds dépensés pour combattre la violence, gesticulation diplomatique destinée à jeter un voile sur les erreurs dramatiques commises sur le terrain, etc., etc. Lorsque l'heure aura sonné de dresser le bilan de ces interventions anarchiques, la vérité apparaîtra en plein jour et l'Onu n'aura plus qu'à se voiler la face ou, si elle ose regarder la vérité en face, à faire son mea culpa.

Ne nous faisons donc pas d'illusion : le remplacement de la Misca par la Minusca en Centrafrique a toutes les chances d'aggraver la crise au lieu de la résoudre si les erreurs commises en RDC sont rééditées en RCA. Pour qu'il en aille autrement, il faudrait que la puissante machine des Nations unies fasse confiance aux Africains eux-mêmes et contribue de façon efficace à l'organisation du système de prévention et de gestion des crises que les pays comme le nôtre proposent de construire. Y est-elle prête ?

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

Une nouvelle représentante de l'UE au Congo

Saskia De Lang, âgée de 56 ans, a présenté les copies figurées de son accréditation au Congo, le 17 septembre à Brazzaville, au ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé.



Saskia De Lang (à droite) présentant son accréditation à Basile Ikouébé

Dotée d'une bonne connaissance des pays des Grands Lacs, la nouvelle représentante de l'Union européenne a déclaré considérer sa nomination pour le Congo comme un retour au bercail pour avoir passé une bonne partie de son enfance en République démocratique du Congo, anciennement appelé Zaïre. « À l'époque, nous venions passer nos week-end à Brazzaville », a-t-elle souligné ajoutant qu'elle entend poursuivre l'œuvre enclenchée par ses prédéces-

seurs, celle de contribuer au développement du Congo. Saskia De Lang, née le 10 septembre 1956 à Bruxelles (Belgique), est de nationalité néerlandaise. Avant d'être mutée au Congo, elle a été ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Elle couvrirait le Rwanda, la Tunisie, le Qatar et le Luxembourg. Saskia De Lang a également été ambassadeur de son pays au Mali et en Ouganda entre 1999 et 2003. Titulaire d'une maîtrise en

Sciences politiques, en 1982, à l'Université de Leiden aux Pays Bas, la nouvelle représentante de l'Union européenne au Congo est également licenciée en Droit (1977). Saskia De Lang parle néerlandais, français, anglais et allemand. Elle est détentrice de plusieurs médailles, dont celle en argent, pour services rendus à la République d'Autriche, Chevalier dans l'Ordre du mérite de la République du Mali et Grand-Duché du Luxembourg.

Tiras Andang

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ÉLECTIONS LOCALES

Le MCU collecte près de 4 millions FCFA pour sa campagne

Ce fond de soutien aux candidats du Mouvement Congo uni, de Purhence Etoula Pominoko, est estimé à trois millions sept-cent cinquante mille FCFA. Il a été versé, le 17 septembre à Brazzaville, à l'occasion de la cérémonie de lancement de la campagne électorale.



Purhence Etoula Pominoko lisant le discours

En effet, Les représentants de ces instances ont apporté leur contribution au bureau politique dudit parti, en guise de soutien aux candidats. Cette somme d'argent provient des cotisations des membres des comités d'arrondissements de Brazzaville et de certaines localités.

« Les élections étant un moment décisif dans la vie d'un parti politique, il nous revient de prouver aux yeux de tout le monde que le MCU, bien que dépourvu de moyens financiers, est à même de glaner des sièges au plan national grâce à ses idées favorables au bien-être du peuple. Le peuple en a marre des vieilles méthodes, notamment concernant l'achat des consciences à chaque échéance électorale dans notre pays », a déclaré le président du MCU.

Cependant, 125 candidats enregistrés sur 15 listes, ont été répartis à Makéléké, Bacongo, Poto-Poto, Mougali, Ouénzé, Talangai, Mfilou, Madibou, Djiri, l'Île Mbamou, Loandjili (Pointe-Noire), Yamba (Bouéza), Boundji (Cuvette), et Gamboma (Plateau). « Les candidats doivent mener une campagne de proximité, en affrontant la population. Notre parti est très jeune. Et cette jeunesse ne constitue pas un handicap pour exprimer l'ambition qui est la nôtre, celle de faire de notre parti une grande organisation, capable de présider un jour aux destinées de notre pays. Notre participation à ce scrutin manifeste notre volonté d'avoir des élus du peuple au niveau local, mais aussi de maintenir la flamme de l'unité et de la concorde nationales », a-t-il ajouté.

Après avoir donné des orientations à la base, le président du MCU a terminé son propos en invitant les candidats à déployer beaucoup d'efforts, car dit-il, la démocratie n'est pas source d'injures, de calomnie, et de médisance.

Josiane Mambou Loukoula

Avita 56 à la conquête de Ouénzé

Les treize candidats de cette association politique ont rencontré les chefs de quartiers et de zones du 5^e arrondissement de Brazzaville, Ouénzé. Ils ont ouvert la campagne par un échange citoyen, le 16 septembre, dans la rue Mpouya.

Avita 56, une association politique, qui prône l'amour, le partage et la suffisance. « On ne peut pas rentrer dans une zone sans passer par les propriétaires de terre. C'est comme on a l'habitude de dire qu'on ne peut pas rentrer dans un fleuve où il y a des crocodiles sans connaître le chef des crocodiles. Sinon que l'on n'arrive pas de l'autre côté du fleuve. C'est pourquoi, nous avons pensé qu'avant que nous ne puissions nous lancer dans le quartier, nous devons d'abord échanger avec les chefs de quartiers et de zones. Ils nous ont reçus, et tout s'est bien passé. Leurs conseils nous sont utiles. » Plus connu dans le domaine culturel sous le nom de Romi Oyo, Romaric J.J Oyo Embounou, natif de Ouénzé, est la tête de liste d'Avita 56. Il a expliqué les raisons de sa candidature aux locales : plaider en faveur des jeunes ; inciter les pouvoirs publics à la création d'emplois au niveau local (mairies). « Je suis toujours présent chaque fois qu'ils ont des problèmes. Je suis indépendant et non pas de l'opposition », a dit Romi Oyo qui a profité de l'occasion pour inviter tous les jeunes de sa circonscription à aller voter le 28 septembre prochain.



Romaric J.J Oyo Embounou,

On reconnaît Avita 56 à travers le tam-tam qui annonce de bonnes nouvelles dans un village et fait danser. Décryptage : un enfant peut battre le tam-tam et faire danser des grandes personnes. Sur la liste, Romaric J.J Oyo Embounou est suivi de Jean Jacques Bongambé, Pina-Silas Stève Paterson, clarisse Léocadie Eta, Franck Wolf Inokomis, Mélanie Blanche Anzangosoué, Patrick José Médard Gouaby, Valmy Fred Yimbi Nanga, Jean Claude Isseret Gandou, Crépin Adam Athemi, Julienne Antsa, Faustin Nakavoua et Gabriel Gokon.

Bruno Okokana

La Convention des partis républicains invitent ses partisans à vote massif

La Convention des partis républicains(CPR) que préside Nicéphore Fylla de Saint-Eudes a appelé le 17 septembre 2014, ses militants et ses sympathisants à voter massivement ses candidats le 28 septembre prochain.

« L'abstention est contre le changement. Etant donné que notre plateforme politique vise le changement, nous ne pouvons pas nous abstenir pour une consultation électorale »,

« Nous ne pouvons atteindre cet objectif qu'avec l'appui de tout le monde. Voilà pourquoi, nous vous convions à comprendre la philosophie de la CPR en ce qui concerne les élections lo-



Nick Fylla entouré de Dominique Basseyila et Bonaventure Boundzika

a dit Nick Fylla, avant d'inviter l'ensemble de la population congolaise, les militants et sympathisants de la CPR de saisir cette occasion de renouvellement des conseils départementaux et municipaux, pour qu'ils expriment sa volonté de voir la CPR obtenir plusieurs sièges au sein de ces structures.

cales dites élections de proximité. Nous procéderions par les contacts de porte-à-porte afin de toucher le maximum d'électeurs possible », a-t-il renchéri

Par ailleurs, invité par un journaliste à se justifier sur la timidité observée par la CPR depuis le début de la campagne électorale, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes a

indiqué que sa plateforme est déjà en campagne. « Lorsque vous parcourez les avenues et autres artères de Brazzaville, vous verrez les banderoles et les affiches de la Convention des partis républicains. Nous sommes présents sur le terrain », a-t-il déclaré avant d'ajouter que la Convention est toujours en campagne depuis sa création.

Le président de la CPR a affirmé que sa plateforme a positionné les candidats dans les 111 circonscriptions électorales que compte le Congo. Nick Fylla se dit confiant de la stratégie qu'ils ont mise en place pour conquérir les futurs électeurs. « Nous sommes persuadés que nous récolterons les fruits de cette stratégie », a-t-il conclu. La Convention des partis républicains est composée du Parti républicain et libéral(PRL) de Nick Fylla ; du Congrès pour la démocratie et la république(C-DR) de Bonaventure Boundzika ; de l'Union pour la restauration du Congo(URC) de Dominique Basseyila ; du Conseil national des républicains(CNR) de Frédéric Bitsamou dit Pasteur Ntumi et du Mouvement pour le salut et les intérêts des congolais(MIS) de Bonaventure Mizidy.

Roger Ngombé

Le PCT déterminé à obtenir plus de sièges à Talangai

À l'occasion de la présentation, le 16 septembre, des treize candidats du Parti congolais du travail (PCT) dans le 6^e arrondissement de Brazzaville, Talangai, les militants de cette formation politique, à travers les voix des jeunes, des femmes et des dirigeants, ont exprimé leur détermination à rafler plus de sièges dans cette partie de la ville.

Les jeunes réunis au sein de la Force montante congolaise, jeunesse affiliée au PCT, ont appelé les autres jeunes à voter massivement pour les candidats de leur parti politique. Ils ont justifié cet appel par la volonté qui anime actuellement le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de moderniser le Congo en général, et les villes congolaises, en particulier. Il lui faut ainsi, ont-ils renchéri, une majorité au niveau des conseils municipaux et départementaux.

De leur côté, les femmes regroupées au sein de l'Organisation des femmes du Congo, mouvement féminin affilié au PCT, ont levé leurs voix pour appeler les populations à voter, le 28 septembre, pour les candidats de leur formation politique. Le souhait de ces femmes est de voir l'image de Brazzaville changée à travers les programmes d'assainissement élaborés par des conseillers municipaux compétents. Le sénateur Théophile Adoua a exhorté les candidats à plus de travail et de dynamisme pour espérer recueillir plus de voix le 28 septembre prochain. Il

s'est félicité du fait que le PCT a tenu compte des exigences de la nouvelle loi électorale de porter le quota des femmes à 30%. « Nous n'avons pas placé les femmes parmi les derniers noms sur la liste des candi-

sénateurs, en même temps qu'ils conçoivent les politiques sociales du développement des villes et des campagnes. Les élections locales, a-t-il poursuivi, sont donc des consultations électorales très déterminantes pour les partis politiques.

La tête de liste à Talangai, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, a remercié les militantes et militants qui ont pris part à cette rencontre qui marque le début de la



Les treize candidats du PCT à Talangai

Le PCT ne pratique pas la politique de la marginalisation des femmes. D'ailleurs, la tête de liste à Talangai est Mme Claudia Ikia Sassou N'Guesso », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le député Hyacinthe Ingani a expliqué à l'assistance le rôle d'un conseiller départemental ou municipal. Ce sont eux, a-t-il dit, qui élisent les

campagne pour les candidats du PCT dans le 6^e arrondissement. Elle a appelé tous les candidats et autres membres et sympathisants de sa formation politique à plus de détermination et de persévérance pour amener les futurs électeurs hésitants à voter pour les candidats du PCT le 28 septembre.

R.Ng.



**Recherche des Professionnels de la Mécanique de Maintenance
pour un programme de compagnonnage avec son client,
un des leaders mondiaux dans les métiers de la logistique et du transport**

Au sein de la DTM (Direction Technique et Matériel) basée à Pointe Noire,
sous la responsabilité de votre Chef d'équipe « métier », en tenant compte de l'activité de l'exploitant et en rendant compte auprès de votre Chef d'équipe
vous agirez en tant que professionnel spécialisé, à savoir :

1) Mécanicien

Vos missions principales seront de :

- Diagnostiquer les pannes
- Analyser les pièces démontées et analyser le problème pour informer sa hiérarchie directe
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation de ses heures au plus juste par segment
- Connaître et mettre en œuvre les règles d'organisation et de rangement de la DTM
- Respecter et Suivre les règles de sécurité HSE
- Nettoyer et ranger son poste de travail
- Remonter les informations de son activité auprès de sa hiérarchie directe

Vous serez amené à vous déplacer afin d'assurer une réparation sur d'autres sites, sans analyse technique complexe.
Plus particulièrement, vous devrez en tant que mécanicien spécialisé

1.1) Composants	1.2) Remorques	1.3) PL	1.4) Entretien	1.5) TP
assurer la réparation des composants de nos différents matériels (moteur, boîte, commande finale ... etc.)	assurer la réparation des différentes remorques du parc remorques	assurer la réparation des tracteurs routiers et PL	assurer les entretiens périodiques de nos différents matériels c'est à dire :	assurer la réparation des chariots élévateurs et machines de travaux publics,
- Assurer le démontage et remontage des composants - Expertiser et contrôler les pièces (métrologie)	- Réparer les différents circuits électrique et pneumatiques des remorques - Etablir les listes de pièces de rechange	- Réparation des différents circuits et composant de PL - Etablir les listes de pièces de rechange	- Effectuer les entretiens périodiques selon les prescriptions du constructeur - Faire remonter les anomalies constatées lors des entretiens à votre responsable hiérarchique	

vous êtes titulaire d'une formation et/ou diplôme de base en mécanique générale (CAP/BEP/ Bac Pro), le BTS serait un plus, votre expérience de 5 ans minimum vous a permis d'acquérir de bonnes bases mais aussi de savoir lire et interpréter les différents schémas mécaniques de votre spécialité.

Réf: MECC2014/ABL/KAC	Réf: MECR2014/ABL/KACC	Réf: MECPL2014/ABL/KACC	Réf: MECE2014/ABL/KACC	Réf: MECTP2014/ABL/KACC
-----------------------	------------------------	-------------------------	------------------------	-------------------------

2) Electriciens

L'électricien assure les réparations et diagnostics sur les circuits électriques des différents matériels de l'atelier en tenant compte de l'activité de l'exploitant, mais aussi en rendant compte au chef d'équipe.

Vos missions principales seront de

- Diagnostiquer des pannes
- Assurer le démontage et remontage des composants électriques
- Expertiser et contrôler des pièces
- Analyser les pièces démontées
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation des ses heures au plus juste par segment
- Suivre les règles d'organisation et rangement de la DTM
- Suivre les règles de sécurité HSE
- Réaliser des listes de pièces : inventaire, pièces à acheter, à réparer, à faire usiner car ne sont plus produites

Riche d'une formation de base en électricité VL, PL ou TP, et titulaire d'un BTS minimum, vous démontrez d'une expérience de 5 ans en électricité TP, PL et VL, vos connaissances sur les groupes électrogènes et électricité en bâtiment seront un plus. Conscientieux et prudent,

Réf: ELEC2014/ABL/KACC

3) Magasiniers Pièces détachées

Le magasinier assure la gestion rigoureuse des mouvements « entrées et sorties » de pièces de rechange, tout en optimisant le réapprovisionnement, et en proposant des solutions d'amélioration pour les pièces les plus mouvementées.

Le Magasinier a pour tâche d'exécuter les opérations suivantes

- Réception des PDR
- Livraison des PDR
- Contrôler la conformité de la livraison
- De stockage
- Tenue des stocks
- Suivi du stock et réapprovisionnement
- Préparation de commande pour l'atelier par anticipation (entretien)
- Effectuer les inventaires
- Peut réaliser des opérations de manutention à l'aide de matériel de manutention léger et d'emballage
- Nettoyer et ranger la zone de travail conformément aux règles de la DTM
- Suivre les règles de sécurité et HSE

De formation initiale en Gestion administrative, ou magasinier ayant une expérience confirmée, vous démontrez d'une expérience de 2 ans dans la gestion de stock de pièces. Ouvert d'esprit, vous êtes méthodique et ordonné, et vous vous appuyez dans votre métier sur l'utilisation de la bureautique pour optimiser votre action (environnement Windows)

Réf: MAG2014/ABL/KACC

Rigoureux, ouvert, curieux d'apprendre et de développer vos compétences métiers dans une structure dynamique, vous souhaitez renforcer vos acquis auprès de professionnels aguerris, et vous impliquer dans un groupe leader qui vous amènera vers l'excellence.

Vous êtes congolais de République du Congo, dynamique et prêt à vous investir dans ce programme de développement des compétences,
écrivez nous à l'adresse suivante, avec la référence de votre métier (comme ci dessous),
kacc.carriere@yattoo.com, jusqu'au 20 septembre 2014.
Nous attendons votre cv et votre lettre de motivation

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« La manière de faire la politique de nos devanciers ne tient plus la route. Regardez comme sont contestés les barons de la politique partout en Afrique. L'Afrique est en ébullition et ce serait une erreur de croire qu'il y aurait des votes acquis. »

Tahéruka Shabazz, acteur politique de Centrafrique, Œil d'Afrique, 26 août 2014

« L'idée de représentation connote une dimension aristocratique dans la mesure où l'exercice de la souveraineté est confiée à des individus sur lesquels les citoyens n'ont quasiment aucun pouvoir. »

Ousmane Abdoulaye Barro, Pastef-Les Patriotes, (Sénégal), Le Quotidien du 17 septembre 2014

« Une Constitution n'est pas seulement un texte « technique » ; elle est un miroir magique qui fait advenir la figure du citoyen qu'elle expose dans ses valeurs. »

Dominique Rousseau, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Paris-I, Libération du 26 février 2014

« Les hommes d'État n'ont pas toujours vocation à se taire. C'est parfois même leur destin de se faire congédier quand ils ont raison. »

Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'Économie de France, Le Point du 30 août 2014

« Les frontières les plus arbitraires et les plus dénaturées du monde sont en Afrique et au Moyen-Orient. (...) Nous avons affaire à des difformités colossales créées par l'homme, qui ne cesseront d'engendrer haine et violence tant qu'elles ne seront pas corrigées »

Ralph Peters, Lieutenant-colonel américain, retraité de l'Académie nationale de guerre, article intitulé "Blood borders : How a better Middle East would look", dans le Armed Forces Journal (AFJ), juin 2006

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer, ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher, 18 septembre 2005-18 septembre 2014, voici neuf ans, jour pour jour que Joseph Balimba nous a quittés. Nous prions tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse à son endroit, tes nièces, tes neveux, tes enfants, tes petits enfants. Ne t'oublieront jamais. Que ton âme repose en paix.



UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

Quelles filières pour les nouveaux bacheliers ?

C'est pour répondre à cette question que le rectorat de l'Université Marien Nguabi (UMNG) a organisé une séance dite d'orientation des nouveaux bacheliers. Prélude à la rentrée académique qui aura lieu en octobre et novembre prochains, l'opération de communication a été soutenue par l'Union libre des élèves et étudiants du Congo (Uleeco).

Les nouveaux bacheliers ont été éduqués sur les dispositions générales à l'université, les établissements et facultés existants, la composition des dossiers de préinscriptions et de candidature aux concours d'entrée à certaines facultés et écoles, le fonctionnement du système Licence-master-doctorat (LMD) ainsi que sur la validation d'une unité d'enseignement.

« Les élèves qui sont dans les lycées ne sont pas informés de ce qui se passe à l'université. C'est pour cela que dès l'obtention du baccalauréat, il a été souhaitable de les informer sur certaines modalités. Nous sommes à l'heure du numérique et cela devrait être mis sur le net afin que tous ceux qui veulent s'inscrire le fassent », a expliqué le professeur Paul Louzolo-Kimbembe,

vice-recteur de l'Université Marien Nguabi. À l'enseignement technique et général, on compte cette année plus de vingt mille candidats déclarés admis pour les deux types de baccalauréats. Les inscriptions à l'UMNG se compliquent avec l'arrivée de nouveaux bacheliers et des détenteurs de Brevets de techniciens supérieurs (BTS) venant des instituts privés, homologués ou non par l'État. « Pour les étudiants qui ont des diplômes de niveau supérieur venant des instituts privés agréés par le ministère de l'Enseignement supérieur, ils peuvent se présenter au concours d'entrée dans les facultés. Ces diplômes sont reconnus par l'université et au niveau de la Fonction publique dont les intégrations ne posent pas problème », explique le Pr Paul Louzolo-Kimbembe.

Les nouveaux bacheliers ont été sensibilisés aux critères de sélection des candidats au diplôme de Master. C'est depuis 2007 que le système LMD est instauré à l'université Marien Nguabi. Ce programme d'enseignements universitaires est aujourd'hui appliqué dans bon nombre d'universités du monde. L'adoption du système LMD vise principalement l'optimisation de l'adéquation forma-

tion-emploi, s'appuyant en effet sur les deux piliers que sont la professionnalisation et l'entrepreneuriat. Il implique l'augmentation des disciplines et nécessite plus de salles de classe et d'enseignants de façon à mieux répartir les étudiants en groupes de travail ou de recherche. Par ailleurs, la structuration des cours en semestres exige le strict respect des calendriers universitaires. Le système LMD offre une plus grande flexibilité dans la formation aussi bien aux apprenants qu'aux formateurs. À l'UMNG il existe quatre facultés : Lettres et Sciences humaines (Flsh), Sciences et techniques (Fst), Sciences économiques (Fse) et Droit (Fd). L'entrée à ces établissements est libre, sinon sur une simple inscription alors que pour les établissements tels que la Faculté des sciences de la santé (Fssa), l'École normale supérieure (Ens), l'École normale supérieure polytechnique (Ensp), l'École nationale supérieure d'agronomie et de foresterie (Ensaf), l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam), l'Institut supérieur d'éducation physique et sportive (Iseps) et l'Institut supérieur des gestion (Isg) l'entrée est soumise à un concours.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

Nouvelle génération D'Évry assiste des orphelins

L'association Nouvelle génération basée à Évry que dirige Sandrie Matsimona a fait un don à l'orphelinat la Bonne Semence, situé à Kinsoundi dans le premier arrondissement. Ce don est constitué de produits alimentaires, d'hygiène et de vivres frais.



Un échantillon de dons fait à l'orphelinat

Il ne s'agit pas de la première action de cette association qui œuvre dans l'amélioration des conditions de vie des enfants défavorisés. « On effectue des dons d'une valeur de 400 euros par enfant chaque année et cela permet de faire face à la rentrée scolaire et aux cadeaux de Noël. Notre association mène des actions ciblées sur le Congo, car on voudrait aider et restaurer ces orphelinats de manière ponctuelle », a expliqué la présidente de l'association nouvelle génération. Lancée

en avril 2011, Nouvelle génération est composée des membres de différents pays d'Afrique. « Nous connaissons plus les orphelinats tenus par les religieuses. Voilà pourquoi nous allons vers eux. Nous ne restons pas fermés aux autres catégories des personnes vulnérables comme les veuves et

les handicapés qui ont besoin de nous », a dit Sandrie Matsimona. Le don à l'orphelinat la Bonne Semence qui compte environ 35 à 40 enfants dont l'âge varie entre 7 mois et 16 ans, était constitué de riz, d'huile, de poissons, poulets ; sucres et seaux.

Hermione Désirée Ngoma



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP12	Audit et contrôle des contrats des marchés publics	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	5 jours	13 au 17 octobre 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialiste, Chef de projets, Chef de cellules de passation des marchés etc.	5 jours	20 au 24 octobre 2014
EP04	XXAssurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	27 au 31 octobre 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

Crédit Rentrée Scolaire

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire

BGFIBank vous accompagne pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire.

Grâce à une offre* de crédit diversifiée et personnalisée répondant précisément à vos besoins, vous pouvez acheter les fournitures scolaires, les vêtements, divers équipements ou financer les études de vos enfants.

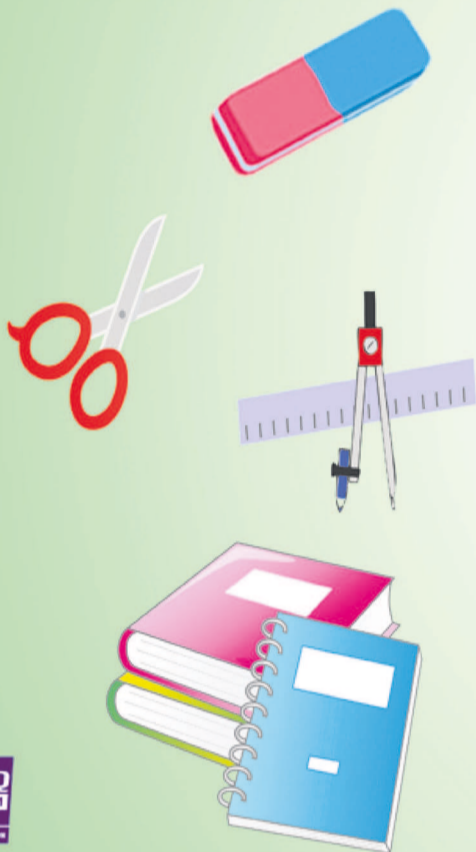
Une rentrée scolaire sans encombre, C'est possible avec BGFIBank.

Selon vos besoins, obtenez entre **200 000 et 2 000 000 F Cfa**, au taux préférentiel de **11% remboursables sur 10 Mois** et disposez des fonds dans un délai d'une semaine.

*Offre valable du 25 Juillet au 25 Octobre de l'année en cours.

Pour plus d'informations, votre Chargé de Relations Clientèle et toute l'équipe commerciale se tiennent à votre disposition.

BGFIBank



BGFIBank Congo - DMC - Août 2014

Service Ecoute Client

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

Africonnect

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse FONDERS, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Les primates et chauves-souris interdits sur le marché de Kindamba

La décision a été annoncée récemment par les autorités locales de cette localité du département du Pool lors du lancement de la campagne de sensibilisation et de prévention contre cette épidémie qui fait rage en Afrique de l'Ouest et en République démocratique du Congo.

En effet, la rencontre a réuni, dans la grande salle de mariage de l'hôtel de ville de Kindamba, les chefs de

mi-N'Zaba, a, de son côté, fait un exposé sur l'épidémie d'Ébola. Il a alterné sa communication en français et en langue locale en insistant sur les hôtes du virus qui sont des viandes très prisées par les populations locales : singe, chimpanzé et les chauves-souris (nguémbo). « Les manifestations cliniques et les modes de contamination de la maladie ont été bien illustrés. Il a conclu en insistant sur le lavage de mains régulier à l'eau et



Le présidium des travaux

services, de quartiers, les confessions religieuses, les représentants des associations, la force publique, la Croix-Rouge, le comité du marché, les vendeurs de la viande de chasse, les tradipraticiens et tout le personnel de l'hôpital de base de la localité, sur le thème : « Kindamba dit non à Ébola ».

L'administrateur-maire de la communauté urbaine de Kindamba, Bienvenu Balossa, qui a annoncé cette mesure a, par ailleurs, demandé à la population de ne pas céder à la panique car cette maladie est très grave et ne dispose pas encore de traitement. « Certes, il n'y a pas encore de cas de fièvre hémorragique à virus Ébola dans notre pays, mais il est question de sensibiliser et de surveiller afin de mieux prévenir », a-t-il précisé.

L'unique médecin du district de Kindamba, le docteur Boris Bi-

au savon et d'éviter toute manipulation et consommation des animaux retrouvés morts dans la forêt », indique le compte rendu. Faisant la synthèse de la réunion, le sous-préfet du district de Kindamba, Jean-Marie Badila, a, quant à lui, précisé que cette cérémonie n'était que le lancement et devrait se poursuivre dans les villages. Il y aura, dans un avenir très proche une réunion similaire avec les présidents des comités de villages. Il est rappelé à certains chefs de services présents que leur mission ne s'arrête pas seulement à Kindamba-centre, mais au-delà. Rappelons qu'après le lancement officiel de la campagne de sensibilisation contre la fièvre hémorragique à virus Ébola dans le département du Pool, au début du mois de septembre, le district de Kindamba a été le premier à emboîter le pas.

Parfait Wilfried Douniama

COMMUNIQUÉ

La famille Oborabassi, (Germain, Jacqueline et Gaëtan-Victor) au regard de multiples interpellés, informe le public Congolais et particulièrement la diaspora Congolaise de France, qu'un certain citoyen Congolais répondait à nom d'Oborabassi Emmanuel, alors qu'il n'appartient ni de près, ni de loin à notre famille qui, seule est porteuse de ce nom dans le district de Boundji. Et n'a aucun parent évoluant en dehors du Congo.

Ceci étant, nous lui demandons, de cesser avec ce comportement incivique, usurpateur et dénigrant, faute de quoi, nous engagerons à son endroit des poursuites judiciaires pour faux usage de faux.

Fait à Brazzaville, le 12 septembre 2014

Portable :
06 666 70 46
05 556 84 57

Germain Oborabassi

Parcelle à vendre sur l'avenue de France à coté de l'avenue Marien Ngouabi non loin du marché Poto-Poto.

Tél : 06 656 49 44 / 04 412 41 56

Des experts de la Cémac se retrouvent à Brazzaville

La réunion ouverte le 16 septembre par le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la population de la République du Congo, Jean Philippe Ngakosso, a porté sur la riposte des pays membres face à l'épidémie d'Ébola ainsi qu'à l'examen des dossiers à soumettre à la conférence des ministres de la santé au niveau de la sous-région.

La réunion des ministres qui s'ouvre le 18 septembre se penchera sur le plan d'urgence régional avec les activités appropriées pour consolider la prévention déjà en phase de mise en œuvre dans les pays membres. Objectif : intensifier la préparation à une éventuelle riposte en cas de survenue de l'épidémie.

« Mais comme chacun le sait, cette lutte ne peut requérir toute sa vitalité qu'avec le renforcement des mesures transfrontalières tout en prenant en compte l'organisation et la mise en œuvre des stratégies communes et d'assistance mutuelle », a déclaré Jean Philippe Ngakosso, soulignant qu'aujourd'hui, aucun cas de fièvre hémorragique à virus Ébola n'est encore enregistré dans les six États de la Cémac. « Les différentes actions qui sont entreprises par nos différents États intègrent tout simplement les mesures de pré-



La photo de famille représentant les experts des pays membres de la CEMAC

vention », a-t-il précisé.

Le secrétaire exécutif de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (OCÉAC), Constant Roger Ayenengoye, a fait un bref rapport des actions menées en matière de santé publique. L'on apprend ainsi l'organisation, au mois de mai 2014, à Yaoundé, au Cameroun, en collaboration avec l'Oms, d'un atelier des experts qui a abouti à l'élaboration de plan de contingence pour chacun des six pays membres. Autres actions : le plan sous régional pour des actions au niveau transfrontalier ; la mise en place d'un comité qui assure la veille de l'épidémie dans la zone, en collaboration avec les experts des pays membres, etc.

Intervenant à son tour, la représentante de l'Oms au Congo, Dr Fatou-

mata Binta Diallo, a justifié l'initiative du président de la Commission de la CEMAC, en faveur de l'organisation de ses assises, a fait observer qu'« il faut mobiliser tous les secteurs de la communauté afin de garantir un accès sans entrave aux zones affectées, la présence des épidémies au Nigéria et en RDC, pays frontaliers avec ceux de la CEMAC, de même que le passé épidémiologique du Gabon et du Congo, qui ont connu des épidémies de fièvre hémorragique à virus Ébola, exacerbe le risque d'une éventuelle survenue de cette maladie dans la région. Ce qui constitue un signal d'alarme très fort qui appelle à la prise des mesures urgentes ».

Guillaume Ondzé

VIOLENCES SEXUELLES

Ludovic Oniangué parle de «frein à la croissance et au développement»

Le directeur du cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement a fait cette déclaration, le mardi 16 septembre, à l'ouverture du séminaire de formation des animateurs des unités de prise en charge médico-psychologique.

Organisé du 16 au 18 septembre à Brazzaville, cet atelier porte sur la mise en œuvre du programme pays 2014-2018 entre la République du Congo et le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap). Le but du programme étant d'organiser des séminaires de renforcement des capacités managériales et techniques des agents de santé des unités de prise en charge médico-psychologique des victimes des violences sexuelles.

Il vise, entre autres, à apporter aux agents de santé les meilleures connaissances sur la typologie, les causes et conséquences des violences basées sur le genre/vio-

lences sexuelles ainsi que la prise en charge en milieu hospitalier. À travers cette activité, les organisateurs visent aussi à définir le rôle et la place de chaque intervenant dans la prise en charge médico-psychologique dans une unité ainsi que la gestion des données sur les violences sexuelles. L'atelier a, enfin, pour objectif de mettre en place un système de référence contre des victimes des violences sexuelles ; élaborer un plan d'action des interventions au niveau départemental.

Selon le directeur du cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Ludovic Oniangué, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, la protection contre la violence est un droit inaliénable de tous, mais en particulier des femmes. La violence contre les filles et les femmes n'est pas seulement, a-t-il rappelé, une question de violation des droits humains,

mais aussi un grave problème de santé. « En effet, cette violence prend de plus en plus la forme d'abus psychologique, physique ou sexuel et a des conséquences sur le développement des victimes leur santé morale et physique. C'est un problème social très sensible et complexe. Bref, les violences sexuelles sont en même temps une atteinte aux droits humains et un frein à la croissance et au développement », a-t-il insisté.

Ludovic Oniangué a également rappelé qu'au Congo, les récentes études menées avec l'appui de l'Unicef révèlent que malgré la fin des conflits, les violences sexuelles, en particulier les viols, persistent encore. « Chaque jour qui passe, les médias mettent en évidence ce phénomène qui nécessite aujourd'hui des études plus approfondies et un rejet de la société. L'ampleur du phénomène des violences basées sur le genre ne fait plus l'ombre d'un doute pour vous qui êtes en contact avec les victimes survivantes, d'où l'intérêt de cette formation des agents de santé des unités de prise en charge des victimes de ces actes odieux et répréhensibles », a-t-il ajouté.

Pour atteindre les objectifs de l'atelier, il a exhorté les participants à suivre avec un intérêt particulier les enseignements dispensés pendant les trois jours et à y participer activement.



Ludovic Oniangué au milieu présidant la cérémonie ; une vue des participants ; crédit photo Adiac

P.W.D.

SANTÉ PUBLIQUE

24% d'enfants souffrent de malnutrition chronique au Congo

L'enquête a été conjointement réalisée par le ministère de la Santé et le Programme alimentaire mondial (PAM). Les résultats de cette enquête ont été publiés le 16 août à Brazzaville lors d'un atelier.

Il ressort de cette étude, publiée peu avant le lancement du Projet de communication pour le changement des comportements, que les taux de prévalence de la malnutrition demeurent encore élevés chez les enfants de moins de 5 ans, avec 6% de malnutrition aiguë. L'enquête réalisée à Owando, dans la Cuvette, à Pointe-Noire et Sibiti, dans le département de la Lékoumou, révèle en plus que 12% de ces enfants malnutris souffrent de l'insuffisance pondérale. Cependant 24% d'entre eux sont actuellement victimes de la malnutrition chronique encore appelée retard statural. La même étude spécifie par ailleurs que parmi ces enfants atteints de la malnutrition, ceux vivant en milieu rural sont plus nombreux que ceux qui vivent en ville. Ces niveaux de sous-nutrition, précise l'enquête, inquiètent plus, car ils se situent vraisemblablement aux seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont la moyenne maximale recommandée est de 20%. Cette malnutrition, précise l'enquête, contribue à l'augmentation du risque de maladies non transmissibles. Pour y faire face, le gouvernement, avec l'appui du PAM, a mis sur pied un programme conjoint de coopération 2015-2018. Celui-ci comprend plusieurs points focaux au nombre desquels le projet d'assistance nutritionnelle. Ce projet vise, entre autres, à améliorer l'état nutritionnel des personnes vulnérables, notamment celles vivant avec le VIH et les tuberculeux ; à prévenir la malnutrition chez les femmes enceintes, femmes allaitantes ainsi que les enfants de moins de 2 ans.

Le PAM, principal partenaire stratégique du gouvernement dans la lutte contre cette maladie, a pris l'engagement de s'investir pleinement dans la sensibilisation afin de permettre aux populations de mieux contrôler leur régime alimentaire. L'institution onusienne œuvrera surtout à ce que la population adopte de nouvelles habitudes et de nouveaux comportements nutritionnels. La cérémonie a été dirigée par le directeur de l'hygiène publique, Alexis Mourou-Moyouka, en présence du représentant adjoint du PAM au Congo.

Firmin Oyé

SIBITI / LÉKOUMOU

La diaspora congolaise organise des consultations médicales gratuites

À l'initiative du docteur Jean Aymé Pari, le collectif de la diaspora Sibiti 2014 a œuvré dans le domaine de la santé avant les festivités du 54^e anniversaire de l'indépendance.

Parmi la trentaine des membres du collectif Sibiti 2014, nombreux étaient originaires du département. Mettre à profit leurs compétences et leur savoir-faire au service des populations était un acte de juste retour des enfants du pays qui « doivent tout à

nérale et apporté un appui technique et logistique au service chirurgical... ».

Les actes que le fils d'Indo a pratiqués lui ont rappelé d'anciens et nombreux souvenirs : « Ma mère a travaillé pendant très longtemps dans cet hôpital. Venir en tant que médecin sur les mêmes lieux réveille en moi plusieurs sentiments », explique-t-il. Pour couronner l'implication de tous, le collectif avait consacré au préalable une journée entière à désinfecter le bloc chirurgical.



La photo de famille

cette contrée », a souligné Jean Aymé Pari, originaire d'Indo à la périphérie de Sibiti.

« Avec l'autorisation du directeur général de la santé, nous avons travaillé à titre bénévole à l'hôpital de base. Ainsi, une de nos équipes a pu ouvrir le service de stomatologie et administrer des soins dentaires aux patients. Nous avons également pratiqué des traitements en médecine gé-

Par ailleurs, en guise de culture expérimentale de plantes médicinales, un des projets de santé cher au chef de l'État, des grains de l'artémisia ont été remis à la direction départementale de l'agriculture. Le principe actif de ces grains est de traiter le paludisme. Il sera testé par la direction départementale de la Santé.

Marie Alfred Ngoma



Le Roi fait son retour en tant que président du Groupe UBA

Le Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA) a annoncé aujourd'hui la nomination de Mr Tony O. Elumelu en tant que son Président. Mr Elumelu succède ainsi à l'Ambassadeur Joe Keshi.

Mr Elumelu est le Président / Directeur Général de Heirs Holdings, la compagnie panafricaine d'investissement, fondée par Mr. Elumelu en 2010, qui détient des participations dans un certain nombre de grandes entreprises africaines, y compris Transcorp, le plus grand conglomérat nigérian par capitalisation boursière ainsi que UBA. Mr Elumelu a pris sa retraite en tant que Directeur Général du groupe et Directeur Général de UBA en 2010. Suite à l'introduction par la Banque centrale du Nigeria de la limitation des mandats des directeurs de banques à 10 ans, il avait servi en tant que Directeur Général du groupe UBA pendant 13 ans, où il a été responsable de la création de UBA telle qu'on la connaît aujourd'hui ; une institution de services financiers qui a construit une réputation pour l'innovation et la démocratisation des services bancaires et qui désormais s'étend sur l'Afrique, fournissant des services à plus de 10 millions de clients, sur tout le continent ainsi qu'à Londres, Paris et New York. Largement considéré comme l'un



des chefs d'entreprise les plus influents en Afrique, Elumelu a développé une réputation pour identifier de la valeur et apporter une orientation d'investissement à long terme et de la discipline dans les secteurs critiques pour le développement de l'Afrique notamment les services financiers, l'énergie, le pétrole, le gaz, l'agro-industrie, l'immobilier et l'hôtellerie. En tant que fondateur de la Fondation Tony Elumelu, une philanthropie basée en

Afrique et financée par l'Afrique, Mr. Elumelu est engagé dans la promotion de l'entreprenariat en

Le Roi lion fait son retour en tant que président du Groupe UBA

Afrique, basée sur la défense de son idéologie, l'Africapitalisme, la philosophie qui prône l'engagement du secteur privé africain dans la transformation économique et sociale du continent.

La Présidence de UBA va venir en complément des positions actuelles qu'occupe Mr. Elumelu au sein des entreprises du portefeuille de Heirs Holdings notamment la Présidence de Transcorp, le plus grand conglomérat nigérian par capitalisation boursière.

« La performance de Tony Elumelu en terme de résultats à UBA parle d'elle-même. Son retour au Conseil d'Administration apporte une connaissance approfondie et une expérience inégalée de l'industrie des services financiers africains. C'est un privilège de le voir diriger le Conseil à ce stade critique de notre développement », a déclaré M. Phillips Oduoza, Directeur Général du Groupe / Directeur Général UBA. » Avec des opérations dans 19 pays africains et une présence à New York, Londres et Paris, UBA est l'une des plus larges institutions de

services financiers en Afrique. La Banque a récemment dévoilé son projet Alpha, une feuille de route de 3 ans d'initiatives de transformations clés, destinées à consolider le positionnement stratégique du Groupe et à exploiter pleinement les possibilités offertes par la renaissance économique de l'Afrique et la plate-forme unique du Groupe UBA. Mr Elumelu a fait la déclaration suivante :

« Je suis très impatient de retourner au Groupe. UBA représente une opportunité d'investissement énorme, et est à un point d'inflexion dans sa trajectoire de croissance. Nous avons une équipe dirigeante extrêmement puissante et j'ai hâte d'apporter mon expérience et mon énergie, pour guider la stratégie à long terme de UBA. Les services financiers restent l'un des principaux moteurs de la croissance africaine, à la fois en termes d'inclusion sociale et d'intégration régionale, et le Groupe UBA fournit une plateforme unique pour offrir à la fois une valeur extraordinaire et favoriser la réussite économique de l'Afrique.

Je tiens également à remercier mon prédécesseur, l'Ambassadeur Keshi et l'ensemble du conseil d'Administration pour leur contribution à la croissance et le développement de la Banque ».

BANGUI

Un plan de transition du secteur de santé en cours d'élaboration

En vue d'améliorer le système de santé en Centrafrique, le ministère de la Santé publique et ses partenaires ont échangé ce lundi à Bangui, sur un plan d'action du secteur de la santé pour la période de transition, selon les priorités du moment.

Le plan d'action de transition du secteur de santé va substituer au Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) de 2006-2015, fragilisé par les crises. Dr Valentin Goana, Chargé de Mission au Ministère de la Santé, a précisé le contexte d'élaboration de ce document. Selon lui, « le ministère de santé avait atteint des indicateurs entre-temps jusqu'en 2012 qui, avec l'appui des partenaires étaient favorables. Mais, malheureusement cette crise a tout détruit. Donc, il faut qu'on revienne sur l'élan de 2012 avant de penser à préparer un nouveau plan de développement sanitaire au lieu de rester sur l'humanitaire ». Ce document va faire glisser la Centrafrique vers le développement du système de la santé, a-t-il ajouté.

Parmi les cinq priorités inscrites dans ce document, il y a : le renforcement du ministère de la Santé dans ses fonctions de gouvernance et la mise à disposition d'un paquet minimum d'activités de qualité. « La première des choses, c'est de se focaliser sur l'amélioration de l'accessibilité à des soins de qualité dans nos formations sanitaires. Il y a des centres de santé qui sont partiellement ou entièrement détruits, l'arrière pays est complètement abandonné et le personnel de santé a fui. Les gens se retrouvent dans la bourse. De ce côté, nous ferons comment pour les atteindre ou les ramener pour qu'ils aient accès au service sanitaire ».

Même si le plan d'action de transition du secteur de santé est validé, le ministère de tutelle aura d'autres défis pouvant retarder les missions : les foyers de tension intercommunautaire, la lenteur au retour à l'ordre constitutionnel auquel, dépendent la mobilisation sociale, la fragilité économique, le redéploiement des autorités et l'état dégradé des routes pendant les saisons pluvieuses.

« La première des choses, c'est de se focaliser sur l'amélioration de l'accessibilité à des soins de qualité dans nos formations sanitaires. Il y a des centres de santé qui sont partiellement ou entièrement détruits, l'arrière pays est complètement abandonné et le personnel de santé a fui. Les gens se retrouvent dans la bourse. De ce côté, nous ferons comment pour les atteindre ou les ramener pour qu'ils aient accès au service sanitaire ».

La Séléka n'a pas envisagé une attaque vers la capitale

Aucune offensive de la Séléka n'est envisagée contre la ville Bangui, ont affirmé des sources concordantes, proches de cette coalition. Cette précision obtenue le lundi 15 septembre dernier, intervient suite aux rumeurs annonçant une éventuelle attaque de la ville de Bangui par l'ex-Séléka basée à Bambari.

Ousmane, un des habitants du quartier Bornou dans la ville Bambari, joint par le RJDH ce matin a fait savoir que les activités se déroulent bien dans cette localité.

Selon lui, « il s'agit du retour des éléments de l'ex-Séléka venus de la ville de Bria pour rendre visite à leurs parents, c'est leur déplacement à bord de plusieurs véhicules de marque 4X4 qui inquiètent certaines personnes qui parlent d'une

éventuelle attaque sur la ville de Bangui », a-t-il précisé.

D'autres sources jointes dans les villes qui se trouvent sur l'axe Bangui-Bambari affirment qu'un calme relatif règne dans leur région. C'est ce qu'a témoigné un habitant de la ville de Grimari. La source a relevé que les activités se déroulent normalement ainsi que la circulation des véhicules sur l'axe Grimari-Bambari.

Un autre témoin a démenti la rumeur selon laquelle les ex-Séléka sont en route pour attaquer la ville de Bangui. Il affirme ne pas apercevoir un véhicule ou un groupe armé traverser Grimari à destination de Bangui. « Des forces internationales pour le maintien de la paix en Centrafrique travaillent le long de cet axe et font bien leur travail. Une éventuelle attaque n'est pas possible », a-t-il dit.

À Sibut, ville située aussi sur l'axe Bangui Bambari, des réactions similaires à celles des habitants de la ville de Grimari se font enregistrer. Guy, un habitant de cette ville a fait savoir qu'aucun groupe armé appartenant à la Séléka n'a traversé cette localité. « Mais selon des informations recueillies sur place, une forte concentration des éléments de l'ex-Séléka est constatée plutôt dans la ville de Kaga-Bandoro ».

L'un des officiers de la Séléka, joint par le RJDH, a rassuré qu'aucune attaque n'est envisagée contre la ville de Bangui. Il s'est réservé de faire des déclarations de plus, « par respect de principe hiérarchique ». Toutefois, il a promis faire une déclaration ultérieurement.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme.

MBOKI

Vers une aide alimentaire en faveur de la population

Afin d'apporter une aide urgente dans le domaine de la sécurité alimentaire à la population de Mboki (sud-est), une mission d'évaluation de l'ONG Acted séjourne depuis samedi 13 septembre dans cette localité. Une enquête auprès des ménages sera bientôt menée. L'annonce a été faite par le chef de cette mission, Gyslain Batayioua, lors d'une réunion tenue dimanche 14 septembre à l'intention des autorités mu-

nicipales. En plus de l'aide alimentaire, les habitants vont recevoir d'autres types d'assistance.

D'après les informations reçues par le RJDH, il s'agit d'une première mission en vue d'une distribution d'aide alimentaire depuis 2009, année où des éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony ont commencé à occuper la région.

Cette mission d'évaluation qui a

pris fin le lundi 15 septembre, est la première du genre à être menée dans cette région, après la suspension des activités des structures humanitaires dans la ville de Mboki, suite aux actes de vandalisme perpétrés dans la base de l'ON Coopi par une partie de la population de cette ville au mois de juillet dernier.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

le mois du
sourire

Essengo ! Nsayi !

Découvrez des offres que tout le monde aime

1 mois gratuit
d'assurance*

Parrainez

vos proches et faites
bénéficiaire d'un mois
gratuit supplémentaire

Valable du 01 Septembre
au 30 Novembre 2014

Avec vous de A à Z

Allianz

AMC Telecom



Internet à partir de **9.000 FCFA**

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

ROYAUME TÉKÉ

Eugénie Opou invitée à un séminaire scientifique en France

Invitée par le ministère de la Culture et de la Communication de France, Eugénie Opou y sera en sa qualité de princesse du royaume Téké. Elle représentera pour ce faire le roi Nguempio au cours des assises prévues pour le 21 octobre prochain.

L'occasion est toute indiquée pour cette princesse de parler du patrimoine téké qu'elle ne cesse de défendre. Elle interviendra au cours de ce séminaire sur le thème « Femme et pouvoir dans le royaume Téké ». Écrivaine, c'est avec bonheur qu'Eugénie Opou a reçu cette invitation en évoquant un motif de fierté pour les Congolais en général même s'il ne s'agit que du royaume téké.

Durant cette rencontre qui ne durera que vingt-quatre heures, les séminaristes débâteront sur la place qu'occupe la femme dans les entités royales. « Femmes, gardiennes des patrimoines » est la thématique retenue à ce séminaire. Pour Eugénie Opou, la femme a sa place dans les entités royales. Avant le grand exposé qu'elle fera devant les experts en France, elle a pu, superficiellement abordé la question de la femme dans le royaume Téké. Elle a parlé de la petite fille vierge ; de la jeune fille en période de menstruation et de la femme ménopausée. On retient que dans la tradition téké, la jeune fille vierge et la femme ménopausée sont très recherchées car elles possèdent des pouvoirs qui permettent de nourrir les totems. Elles seules ont le droit de se rapprocher des totems et les toucher. Par contre la femme en période de menstruation, selon les explications, possède des pouvoirs susceptibles de démagnétiser les totems. Elle est récupérée une fois ménopausée. Elle a parlé de la reine Ngalifourou, considérée comme l'une des icônes du royaume Téké dont elle a ouvert le chemin aux femmes. Un autre exemple est celle de la reine Ngantsibi, encore appelée femme de pouvoir. Cette dernière qui règne à Ngabé a été choisie parmi les femmes les plus aptes et les plus méritantes de la contrée. La reine Ngantsibi est en effet la seule à reconnaître l'authenticité et la légitimité des différents prétendants au trône. Elle les investit avant l'intronisation. Elle est aussi chargée de la gestion de « Nkoué Mbali » et préside l'inhumation des vassaux du roi. Cependant, la reine Ngantsibi n'est pas la femme légitime du roi. es différentes communications développées lors de ce séminaire feront l'objet d'un ouvrage.



Eugénie Opou, la princesse du Royaume Téké

Rosalie Bindika

UNESCO

Célébration du 20^e anniversaire du Projet la Route de l'esclave

La délégation du Congo auprès de l'UNESCO, conduite par Jean-Marie Adoua, a assisté, mercredi 10 septembre, à la commémoration de la Route de l'esclave.
« Souvenons-nous que l'une des portes de sortie sans retour pour nos frères et sœurs Afro-descendants est celle de Loango, dans le département du Kouilou au Congo », a précisé le diplomate congolais

Plus qu'une commémoration, Jean-Marie Adoua place l'évocation mémorielle du fléau de l'esclavage transatlantique comme le refus d'une oppression injuste qui perdure. Il estime que l'histoire de la traite négrière est partie prenante de l'histoire du Bassin du Congo. Le refus d'un crime où ceux qui l'ont initié ont été vénérés et où ont été oubliées les victimes. « À notre époque, nous portons en nous la responsabilité et le devoir de maintenir une veille sur les méfaits de ce pan de la traite négrière. Car il en va de la compréhension des débats de société actuels au sujet de la diversité culturelle, gage du vivre ensemble », explique-t-il avec pertinence. Le Congo est membre signataire de la journée sur la prise en compte du devoir de mémoire du souvenir de la traite négrière et de son abolition. « Compte-tenu de la situation géographique



Jean-Marie Adoua, ambassadeur du Congo auprès de l'UNESCO

du Congo, une façade vers l'océan atlantique, notre pays a joué et continue à jouer un rôle sur le projet de la Route de l'esclave ». Pour le pays que je représente, promouvoir le dialogue des cultures et la compréhension entre les peuples du monde est un des objectifs majeurs.

« Certes, quatre siècles de colonisation, de traite négrière, d'esclavage et travaux forcés ont eu raison de nos contrées. Les résistances silencieuses se sont organisées jusqu'à briser les chaînes lors de l'insurrection qu'a connue l'île de Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti et République Dominicaine, dans la nuit du 22 au 23 août 1791. D'une façon radicale et irréversible, le système esclavagiste doit être dénoncé

par tous les canaux éducatifs et pédagogiques possibles. La réflexion éthique sur la portée et les conséquences de ce système doit éclore. Que dans les sociétés multiethniques où nous vivons, les nouvelles formes d'esclavage soient enrayerées au-delà du vœu pieux », a conclu Jean-Marie Adoua.

L'affluence cosmopolite de la salle et l'intensité des échanges lors de la commémoration a montré l'intérêt suscité par le sujet. Plusieurs personnalités l'ont honoré par leur présence. Parmi celles-ci, Christiane Taubira, rapporteuse de la loi portant son nom en mai 2001, qui tend à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

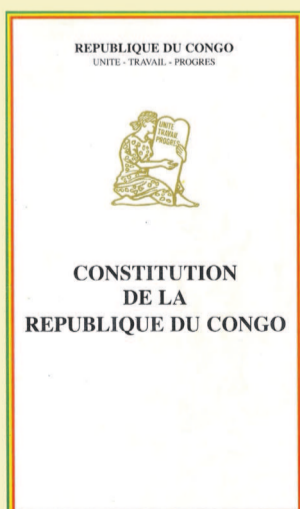
Marie Alfred Ngoma

VIENT DE PARAÎTRE

Claude-Richard M'BISSA

Débat sur la Constitution du 20 janvier 2002 au Congo

Enjeux sociaux et stratégies politiques



L'Harmattan - Congo

Lieux de vente : La librairie Les Dépêches de Brazzaville, les Éditions L'Harmattan Congo et chez l'auteur (Tél. 05 536 61 85 / 06 688 38 30)

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA SOLIDARITÉ
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

COMMUNIQUE

Concours d'entrée à l'Institut National du Travail Social

Le Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité, en partenariat avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur annonce l'ouverture prochaine du concours d'entrée à l'Institut National du Travail Social (INTS) à Brazzaville. Cet institut a pour mission de former en 3 ans dans les métiers suivants:

- Assistant de Service social,
- Educateur Spécialisé et
- Animateur de développement social local.

Les conditions à remplir pour participer audit concours :

- Être de nationalité congolaise
- Être âgé de 18 ans au moins et de 35 ans au plus,
- Être titulaire d'un baccalauréat (toutes séries confondues),
- Fournir un dossier composé des pièces ci-après :

- une demande manuscrite adressée à Madame la Ministre des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité,
- une copie du diplôme (ou une copie d'attestation)

- tation) légalisée du baccalauréat,
- un extrait d'acte de naissance légalisée,
- un certificat de nationalité,
- une enveloppe kraft format A4,
- une chemise cartonnée,
- une somme de 10.000 FCFA pour les frais d'inscription au concours non remboursables.

Lieu de dépôt du dossier :
• Siège de la Circonscription d'Action Sociale de Mougali (maison en étage),
2 bis rue Bonga, Mougali,
Direction : avenue de la paix vers Moukondo
Arrêt de bus CEG MATSOUA.

NB :
• Les inscriptions sont impérativement closes le 30 Septembre 2014
• La date du concours est fixée au 19 Octobre 2014
• Lieu du concours : Brazzaville

Pour de plus amples informations appelez aux :
05.631.26.05 ou 06.403.13.72

GOUVERNEMENT DE COHÉSION NATIONALE

La dernière mouture prête à être publiée

Environ cinquante ministres dont des chefs des partis sociétaires de la majorité présidentielle, des membres de la société civile et certaines figures de l'opposition vont faire partie de la nouvelle équipe gouvernementale, apprend-on.

« C'est juste une question d'heures », a confié une source proche du sérail présidentiel en parlant de la publication du gouvernement de cohésion nationale tant attendu. Le dernier week-end est passé sans que la liste gouvernementale ne soit publiée au grand dam de nombreux Congolais à qui l'on avait abreuvé d'assurances. Le report serait dû, d'après des sources, à l'ouverture de la session ordinaire de septembre intervenu le 15 septembre. Une publication du gouvernement à la veille de la rentrée parlementaire aurait été malvenue avec le risque de perturber la sérénité que requiert l'ouverture des travaux. Tel est l'argument avancé en haut lieu pour justifier le report de la publication du nouveau gouvernement. En lieu et place, c'est une ordonnance du chef de l'État portant mesure de grâce individuelle en faveur du pasteur Kutino Fernando qui fera sensation le week-end passé, sans plus. Dans les milieux au faite du dossier, il est fort probable que le suspens entretenu près de huit mois durant soit enfin levé cette

semaine. Tenant à marquer d'une pierre blanche la cohésion nationale avec l'incorporation de certains ténors de l'opposition, le président de la République aurait prit tout son temps pour réussir son pari. Il nous revient que la démarche aurait payé, quelques opposants et non de moindre ayant finalement accepté d'entrer au gouvernement après moult tergiversations. Il va sans dire que cette situation ne sera pas sans conséquence dans certaines formations politiques de l'opposition dont les membres sont annoncés dans ce gouvernement, faisant ainsi fi de l'option de non-participation déjà levée. Le cas de Thomas Luhaka et de Germain Kambinga, tous deux cadres du Mouvement de libération du Congo (MLC) pressentis ministres, fait déjà jaser.

D'autres figures de proue de l'opposition parmi lesquelles des chefs des partis tels que le RCD Azarias Ruberwa, l'ADT José Makila, le CDC Gilbert Kiakwama, le PDC José Endundo, l'ARC Olivier Kamitatu et tant d'autres seraient également cités

comme probables ministres. L'UDPS d'Étienne Tshisekedi qui pourrait s'adjuger un poste de vice-Premier ministre n'est pas en reste. Il en est aussi le cas avec l'UNC à travers Justin Bitakwira qui continue de se réclamer de ce parti politique alors qu'il est en rupture de ban avec son leader Vital Kamerhe. En tout et pour tout, une cinquantaine des ministres dont des chefs des partis sociétaires de la majorité présidentielle, des membres de la société civile et certaines figures de l'opposition pourront composer la future équipe gouvernementale que conduira Matata Ponyo plus que jamais assuré de son maintien.

Avec cette nouvelle donne, Joseph Kabila pourrait ainsi ratisser large dans l'opposition afin d'élargir sa majorité sur fond d'un renouvellement d'alliance susceptible de consolider ses appuis électoraux en prévision de 2016, indiquent maints analystes. Les prochaines heures nous en diront davantage.

Alain Diasso

LUBUMBASHI

Des hommes d'affaires néerlandais en mission de prospection

La mission d'affaires, indique un communiqué de presse, est organisée par l'ambassade des Pays-Bas en RDC, le consulat néerlandais à Lusaka et le Netherlands export combination (NEC) en collaboration les chambres de commerce en RDC et en Zambie

Les hommes d'affaires néerlandais séjournent à Lubumbashi (RDC) et à Kitwe (Zambie) depuis le 14 septembre avant de clôturer leur mission le 20 septembre. Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, a honoré de sa présence la cérémonie d'ouverture de cette mission économique tenue à l'Hôtel Grand Karavia à Lubumbashi. Les hommes d'affaires venus des Pays-Bas y effectuent des rencontres qualifiées de purement économiques. Objectifs: la création d'une plate-forme informelle de contact entre entrepreneurs néerlandais et congolais, l'amélioration de

sur le climat des affaires et les instruments économiques néerlandais accessibles au secteur privé; des discussions en tête-à-tête entre les entrepreneurs néerlandais et leurs homologues congolais; des visites d'entreprises ainsi qu'un programme spécial axé sur l'agriculture, organisé en collaboration avec le ministère provincial de l'Agriculture du Katanga. Parmi les entreprises néerlandaises représentées dans cette mission à Lubumbashi figurent Alterra, le centre de recherche de l'Université néerlandaise de Wageningen spécialisé dans l'agriculture, le développement rural et la gestion de l'eau; Rabobank Development, banque néerlandaise de renommée internationale spécialisée dans le financement du secteur agro-industriel; De Lage Landen, filiale de Rabobank et société de leasing et des solutions de financement notamment dans le secteur d'agro-business; Stoop Flower Bulbs, spécialiste des fleurs; Mueller, réputé pour la qualité de ses systèmes de stockage de

solaires et Rondaan qui évolue dans le secteur des machines agricoles.

Créer un profit mutuel

Les Pays-Bas, indique-t-on, jouissent depuis de décennies d'une expérience mondiale avérée dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie et comptent ainsi apporter leur savoir-faire dans le but de créer un profit mutuel. Ces rencontres, soulignent les organisateurs, sont également l'opportunité pour le nouvel ambassadeur des Pays-Bas en RDC, Gerard Michels, de tisser des liens étroits avec les autorités de la province du Katanga, les corps consulaires ou encore les représentants du système des Nations unies. « Elles lui permettront, en outre, d'avoir une vue précise sur les projets financés par les Pays-Bas au Katanga, dans le secteur privé tout comme dans l'humanitaire, notamment dans la réintégration d'enfants touchés par les conflits armés », fait-on savoir. Dans



Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, et l'ambassadeur des Pays-Bas en RDC, Gerard Michels

la compréhension des risques et opportunités pour les entreprises néerlandaises, la promotion des instruments économiques néerlandais accessibles au secteur privé, ainsi que le transfert des connaissances. Pour ce faire, la mission économique des Pays-Bas est rythmée par plusieurs activités: séminaires d'entreprise

lait; Nijhuis Water Technology, spécialisée dans la conception de solutions pour le traitement des eaux usées et de valorisation énergétique des déchets; Dijkstraal, spécialisée dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et l'assemblage de ponts en treillis modulaires d'acier; ou encore Solarclarity, spécialisée dans l'énergie

le prolongement de cette manifestation, souligne-t-on, une autre visite commerciale aux Pays-Bas à laquelle prendra part le Premier ministre congolais sera organisée en octobre prochain. Il s'agit de la deuxième visite de prospection en RDC des hommes d'affaires néerlandais.

Patrick Ndungidi

FINANCEMENT DES ÉLECTIONS

La Monusco sollicite l'appui des bailleurs de fonds

La Mission de l'ONU entend mener, via le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Köbler, un plaidoyer auprès des amis de la RDC pour qu'ils participent à la subvention des élections congolaises.



Martin Köbler

Ainsi qu'on le sait, la Commission électorale nationale indépendante fait face à un problème sérieux de financement des élections, à commencer par les locales annoncées pour 2015. Jusqu'à ce jour, l'institution électorale est en attente de l'enveloppe gouvernementale pour le financement des élections urbaines, municipales et locales. Entre-temps, la Céni est en pleine discussion avec le gouvernement de qui elle attend le budget pluriannuel censé lui permettre d'élaborer le calendrier global des élections conformément au vœu exprimé par la communauté internationale. C'est dire que le blocage que connaît à l'heure actuelle cette institution citoyenne est intimement lié au déficit des ressources financières qui l'empêche de conduire le cycle électoral en toute quiétude. Et lorsqu'on ajoute à ce problème les attermolements de deux chambres législatives à voter les lois essentielles d'accompagnement au processus électoral et à trancher sur la feuille de route qui leur a été soumise, l'on mesure l'inquiétude qui plane sur la suite des opérations électorales.

Partenaire privilégié de la Céni, la Monusco tient à s'impliquer dans la recherche du financement de prochaines échéances électorales congo-

laises. C'est ce qui ressort de l'entretien que le Martin Köbler a eu le week-end dernier avec l'abbé Apollinaire Malu Malu. Il en découle que la Monusco va mener un plaidoyer auprès des amis de la RDC pour qu'ils participent au financement des élections congolaises. Fort des informations fiables et utiles mises à sa disposition par le président de la Céni, Martin Köbler entend mettre à profit sa prochaine tournée euro-américaine pour sensibiliser et convaincre les partenaires extérieurs de la RDC quant au soutien à apporter au processus électoral congolais, car, comme il l'a déclaré lui-même au sortir de l'audience, « la question des élections est parmi les points qui préoccupent les Congolais et les amis de la RDC ».

Entre-temps, un communiqué de l'ONU publié en début de semaine à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie fait savoir que la famille onusienne, avec ses organismes spécialisés, « se tiennent prêts à fournir un soutien logistique et à engager les bailleurs de fonds, pour le financement et la bonne tenue d'un processus électoral dans la mesure où celui-ci demeure inclusif, transparent et crédible ».

A.D.

KIKWIT

Lancement des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite

La campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite lancée le 17 septembre par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, dans l'enceinte de la maison communale de Nzinda située à Kikwit dans la province du Bandundu, concerne tous les enfants âgés de 0 à 5 ans.

Au total, souligne le médecin chef d'antenne du programme élargi de vaccination de Kikwit, le Dr Aimerance Nioko, 722 744 enfants sont attendus dans toutes les vingt zones de santé de la ville de Kikwit. Pour ce qui est de la stratégie mise en œuvre pour atteindre tous les enfants ciblés, le Dr Aimerance Nioko indique que c'est du porte-à-porte que les vaccinateurs vont faire, c'est-à-dire les parents ne vont pas amener les enfants dans les sites de vaccination, car il n'y en a même pas, mais plutôt les vaccinateurs passeront dans les maisons pour vacciner les enfants en leur administrant deux gouttes de vaccin polio oral, qui est le seul remède pour protéger l'enfant

contre cette maladie qui provoque la paralysie des membres inférieurs.

De son côté, le médecin chef de zone, le Dr Donat Kumakuma, a expliqué que l'organisation, la mobilisation sociale et le plaidoyer ont fait que le lancement national de ces journées de vaccination se passent à Kikwit. « C'est le ministre national de la Santé publique qui va lancer cette campagne », a-t-il déclaré. Pour ce qui est des vaccins, le Dr Donat Kumakuma fait savoir qu'il y a suffisamment de vaccins. Tous les intrants sont prêts, les imprimés ont été déjà reçus. Tous les sites de stockage sont approvisionnés en vaccins. Au niveau de l'antenne PEV de Kikwit, un groupe électrogène est installé pour que les vaccins soient bien gardés au froid. Tandis qu'au bureau central de la zone de santé de Kikwit Nord, un point de congélation des accumulateurs a été aménagé. Pour la mobilisation sociale, des saynètes ont été préparées et des messages de sensibilisation sont diffusés dans les différentes chaînes de radio locales appelant la population à vacciner les enfants contre la poliomyélite.

Aline Nzuzi

PARJ

Formation des moniteurs et membres de comités d'alerte

Les vingt personnes outillées seront affairées dans le monitoring des lieux de détention de la ville-province de Kinshasa.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a, dans le cadre du Programme d'appui à la justice (PARJ), a formé vingt moniteurs et membres de comités d'alerte qui seront déployés dans les communes des districts de Lukunga et Funa à Kinshasa. Leur mission sera de visiter régulièrement les cachots et prisons et de sensibiliser les OPJ, magistrats, agents pénitentiaires et les autorités politico-administratives sur l'amélioration des conditions de détenus et pour lutter contre la pratique de torture.

Les moniteurs sensibiliseront aussi,



Des magistrats congolais lors d'une manifestation devant la primature selon cette ONG, les acteurs étatiques et non étatiques sur les droits fonda-

mentaux des personnes arrêtées, gardées à vue, mises en détention préventive et condamnées. L'Acaj a épinglé notamment le droit à la liberté de mouvement, le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation portée contre soi, le droit d'être présenté rapidement devant un juge, le droit au recours pour contester la légitimité de la détention, le droit de ne pas être forcé à s'avouer coupable ni à témoigner contre soi, le droit d'entrer en contact avec le monde extérieur une fois détenu et le droit à des conditions humaines de détention.

Un projet étalé sur neuf mois

Le programme établi par Acaj durera neuf mois. Pendant ce temps, les moniteurs visiteront quatre-vingt-douze lieux de détention, suivront les cas de huit cents détenus et distribueront

neuf cents dépliants ainsi que soixante-quinze affiches diffusant les droits fondamentaux des détenus et les règles régissant les recours contre les détentions arbitraires et les mauvaises conditions matérielles de détention. Dans le cadre de ce projet et de la mission de l'Acaj, cette ONG mènera, chaque trimestre, un plaidoyer auprès des autorités centrales afin de faire améliorer les conditions de détention dans les districts visés. Cependant l'organisation accompagnera sur le plan administratif et judiciaire quatre-vingt victimes des violations des droits fondamentaux. Au bout de neuf mois du projet, l'ONG organisera un atelier de plaidoyer à l'intention des acteurs étatiques et non étatiques afin de présenter son rapport ainsi que ses recommandations.

Lucien Dianzenza

JUSTICE

Le président du Csac dans l'œil du cyclone

Jean-Bosco Bahala devra répondre pour des faits liés à la gestion de l'organe de régulation des médias en RDC.



Le président du Csac, Jean-Bosco Bahala

Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac), Jean-Bosco Bahala, serait visé par une action en justice. Selon des sources proches de l'organe de régulation des médias, l'abbé président a même refusé d'accuser réception d'une convocation qui lui a été adressée au début de la semaine par la justice. « L'huissier a été obligé de déposer ce document et d'inscrire sur sa copie ce refus d'accuser réception », a-t-il été expliqué.

Ces sources continuent également à affirmer la suspension de l'abbé Jean-Bosco Bahala à la tête de cette institution chargée de la régulation des médias. La décision aurait été prise au cours d'une assemblée plénière de cette institution, alors que le président du Csac ne reconnaît pas sa suspension à la tête de cet organe.

Une mégestion de l'organe de régulation

Les collaborateurs de Jean-Bosco Bahala lui reprochent la mauvaise gestion de cette institution tant sur le plan financier qu'administratif et du personnel. « Le personnel du Csac est pléthorique. Il y a des gens que nous ne connaissons même pas, des fictifs, mais qui sont salariés de cette institution et qui gagnent plus que nous qui sommes là tous les jours et qui travaillons effectivement », a expliqué un agent de cette institution. D'ailleurs, a-t-il poursuivi, la majorité d'entre nous a décidé de ne plus travailler. « Le souci, pour nous tous, est

de voir Jean-Bosco Bahala quitter la tête de cette institution parce que c'est un récidiviste », a-t-il conclu, soulignant que l'abbé-président gère les fonds de cette institution comme sa propre poche. Il est aussi reproché à Jean-Bosco Bahala d'émettre certains documents ou avis au nom du Csac sans avoir associé la plénière ou, selon les cas, les autres organes habilités. C'est le cas de l'avis de conformité délivré à la société de télédistribution Startimes, qui est une décision relevant uniquement de la compétence de la plénière de cette institution. Cette même situation avait été déplorée dans l'affaire du Journal des informations judiciaires, dont certaines décisions ont été prises sans associer tous les membres concernés. Selon donc ces informations, Jean-Bosco Bahala est actuellement sur deux fronts. Un premier front interne et un second lié à la justice. Par contre, Jean-Bosco Bahala, qui reconnaît toutefois l'existence d'un malaise au sein du Csac n'admet pas sa suspension et nie toutes les accusations portées contre lui. « C'est vrai qu'il y a des manœuvres actuellement de repositionnement. Je comprends qu'une certaine fronde peut recommencer dans notre institution. Vous vous rappelez qu'au début même de notre mandat, la même opération avait été faite. Je trouve déplorable que certains membres du conseil pensent forcer l'autorité à pouvoir changer d'animateurs des institutions », a-t-il expliqué à radiookapi.net.

Lucien Dianzenza

TRANSPORT MULTIMODAL

Deux millions USD pour l'aménagement du Beach Ngobila

Lancés par le ministre des Transports et Voies de communication par la pose d'une première pierre, les travaux sont financés par la Banque mondiale dans le cadre de la facilitation du commerce international en RDC.

Les travaux d'aménagement des infrastructures prennent en compte une salle d'attente d'une capacité de deux cents personnes et des zones de passages et de contrôle documentaire au Beach Ngobila à Kinshasa. Ils consistent également à réhabiliter l'ancien bâtiment en état de vétusté avancé, à construire un nouveau bâtiment qui permettra de loger les services publics qui travaillent aux frontières et à faciliter ainsi le transit des voyageurs et des marchandises. C'est l'entreprise

Scico SPRL qui va exécuter les travaux pour une durée de douze mois et, en septembre 2015, le nouveau bâtiment sera inauguré.

Pour le coordonnateur de la Cellule d'exécution du projet de transport multimodal, Lazare Dakahudyno, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le volet de la simplification des procédures du commerce international qui constitue la composante 3 du projet de Transport Multimodal, lequel projet prévoit la conception d'une stratégie de simplification des procédures du commerce international et l'élaboration d'un plan d'action en vue de sa mise en œuvre.

Dans cette composante, il s'agit de réaliser des investissements en matériels, équipements et infrastructures de base destinés à faciliter le flux de biens le long des principaux corridors de transport

pour le commerce international en RDC et aux postes frontaliers. L'objectif est de faciliter le transit à ce poste frontalier du Beach Ngobila. Tout en saluant l'initiative, l'administrateur directeur général de la SCTP, Tito Umba, a fait savoir que cette cérémonie entre dans le cadre de la Révolution de la modernité. Pour lui, il est donc temps pour que la SCTP mette au pas des standards internationaux qui rendent des conditions de trafic confortables pour le rayonnement de son image de marque. Au cours de cette cérémonie, il a été démontré que le Beach Ngobila accueille à peu près quatre cent mille passagers chaque année.

Mais ces derniers éprouvent d'énormes difficultés au cours de leur transit à cause des conditions peu confortables.

Gypsie Oïssa Tambwe

ENJEUX DE L'HEURE

Les catholiques mobilisés contre la révision de la Constitution

Dans un message intitulé « Protégeons la Nation » publié le 16 septembre, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc) réaffirme la nécessité de respecter et de conserver la Constitution actuelle.

La bataille contre toute velléité de révision constitutionnelle vient de prendre un autre tournant avec la dernière prise de position des évêques catholiques contenue dans une lettre adressée à partir de Rome à leurs fidèles. Le contenu de cette lettre rendu public, le 16 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue par le secrétaire général adjoint de la Cénc au Centre interdiocésain de Kinshasa. Il ressort de cette lettre que la haute hiérarchie de l'Église catholique s'oppose vigoureusement à tout projet de révision de la Constitution qu'elle considère comme un recul démocratique susceptible de mettre sérieusement en péril l'avenir du pays. Plus explicite dans ce message qu'ils ont voulu sans ambiguïté, les évêques catholiques

estiment que « l'avenir du pays réside dans le respect de la Constitution du 18 février 2006 » et non dans sa modification. « Nous réaffirmons ainsi notre opposition à toute modification de l'article 220, article verrouillé de notre Constitution », peut-on lire. Cette disposition constitutionnelle introduite par le législateur incarne l'architecture, ou mieux le socle même de la jeune démocratie congolaise parce que posant les bases de la stabilité du pays et l'équilibre des pouvoirs dans les institutions après plusieurs années d'instabilité et de guerres. D'où, pensent les évêques, tout charcutage dudit article qui garantirait, entre autres, l'alternance politique après deux mandats successifs, conduirait le pays dans une voie sans issue. Conscients de ce que leur communauté religieuse représente comme force au pays, les évêques membres de la Cénc ont pris l'option d'impliquer leurs fidèles dans la lutte contre tout projet de révision constitutionnelle. Des actions de sensibilisation à la base au niveau des

paroisses à travers les CEVB sont projetées. Les curés et catéchistes éparpillés sur l'ensemble du pays auront à lire, de manière récurrente, à l'intention de tous leurs fidèles le message intitulé « Protégeons notre Nation » dans lequel la position de l'Église est nettement proclamée. En outre, du 17 au 19 octobre prochain, un triduum de prière sera organisé dans toutes les paroisses, communautés sacerdotales et religieuses du pays. Au-delà, les évêques catholiques ont suspendu leur participation au Comité d'intégrité et de médiation électorales après avoir pris connaissance des nouvelles données sur l'exploitation de ce comité tendant, d'après eux, à amener le pays sur un chemin glissant et dangereux. Néanmoins, ils déclarent qu'ils resteront en communion avec le reste des membres issus d'autres confessions religieuses à travers la commission « justice et paix » afin d'apporter leur contribution à la réussite du processus électoral dans le respect de la Constitution.

Alain Diasso

ÉBOLA

Cent cinq millions de dollars additionnels pour endiguer l'épidémie

Le don de la Banque mondiale (BM), approuvé le 16 septembre par le Conseil des administrateurs, vient renforcer les initiatives internationales en cours pour enrayer la progression du virus au Liberia, en Guinée et Sierra Leone.

Il s'agit d'aider les familles et les populations à faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire qui frappe durement cette partie de l'Afrique. Au-delà, l'objectif est également de rétablir les systèmes de santé publique. Le choix est porté, dans un premier temps, sur les trois pays durement frappés, même si d'autres comme le Nigéria

et la RDC font également face au virus mais l'on est très loin du scénario apocalyptique évoqué au Liberia, en Sierra Leone et Guinée. Pour le pays le plus durement touché, en l'occurrence le Liberia, pays post-conflit, il bénéficiera de cinquante-deux millions de dollars américains. Quant aux deux autres, il est question d'accorder vingt-huit millions à la Sierra Leone et vingt-cinq millions à la Guinée.

Pour ce faire, la répartition a été facilitée par le calcul réalisé sur la base de la feuille de route de l'OMS et des évaluations de la gravité relative à l'épidémie dans chacun de ces pays. Globalement, l'idée est d'arriver à empêcher de futures flambées épidémiques. Et la haute direction du groupe est convaincue

des répercussions durables sur le développement régional. C'est la riposte internationale coordonnée par les Nations unies et l'OMS. Pour le président du groupe, l'initiative est importante mais il faut bien plus de moyens pour les pays sévèrement touchés. Au mois d'août dernier, la BM avait annoncé son projet de mobiliser en toute urgence deux cents millions de dollars pour l'épidémie. La question demeure préoccupante d'autant plus que les restrictions de circulation imposées aux quartiers touchés sont à l'origine des crises alimentaires signalées dans ces zones.

Cette mise en quarantaine et restrictions de circulation des biens et des personnes étendent la menace de crise alimentaire dans d'autres

sous-régions d'Afrique. Le volet alimentaire du projet de la BM concerne près de 395 000 personnes touchées. Concrètement, jusqu'à 40% du don annoncé servira à financer de manière rétroactive les initiatives relevant de la lutte contre l'épidémie à virus d'Ébola. Les principales initiatives sont notamment la mise en œuvre des plans d'intervention en cas de pandémie, la mobilisation des effectifs suffisants d'agents de santé nationaux et internationaux. Cette aide permettra également de fournir les denrées alimentaires essentielles et de l'eau aux familles et populations mises en quarantaine et à d'autres ménages touchés par la maladie.

Dans le même ordre d'idée, la BM qui reconnaît l'effort louable fourni par les agents de santé a annoncé

son intention de fournir les vêtements de protection et d'autres équipements médicaux indispensables. Au besoin, elle financera les salaires réguliers de ces agents, en cas de pression budgétaire provoquée par la gestion de la crise. Il est prévu le paiement des risques au personnel de santé, le traitement médical pour tout le personnel, les indemnités de décès aux familles des agents de santé victimes et l'encadrement des médecins expatriés, d'infirmiers et d'autres agents des services médicaux et paramédicaux. Dans sa démarche, la BM a pris en compte le rétablissement ou le renforcement des systèmes essentiels de santé publique en Afrique de l'Ouest.

Laurent Essolomwa

LIGUE DES CHAMPIONS

La CAF permute les officiels des matchs de demi-finales

La Confédération africaine de football (CAF) a permuté les arbitres des demi-finales de la 18e Ligue des champions qui opposent ce week-end, d'une part, l'Entente Sétif d'Algérie au TP Mazembe de Lubumbashi (RDC), et de l'autre, l'AS V.Club de Kinshasa (RDC) au Cercle Sportif Sfaxien de Tunisie. Les raisons du changement n'ont pas été données par l'instance faîtière du football africain à la Fédération congolaise de football association.

Le quatuor arbitral égyptien, initialement désigné pour le match retour entre Mazembe et Entente Sétif le 28 septembre à Lubumbashi, va officier le match aller de l'autre demi-finale entre l'AS V. Club et le CS Sfaxien du 21 septembre à Kinshasa. Il s'agit de Ghead Zaglol Grisha (arbitre central), Tahssen Abo el Sadat Bedyer (assistant I), Ayman Degaish (assistant II) et Mahmoud Zakria El Banna (arbitre de réserve), ainsi que le Kenyan Mohamed Omar Abubaker (commissaire de match) et l'Ougandais Charles Masembe (assesseur). Le Sud-Africain Russell Paul (coordinateur général) remplace le Camerounais Abel Mbengue.

La demi-finale retour entre CS Sfaxien et V.Club fixée au 27 septembre sera conduite par un quatuor ivoirien constitué de Doue Noumandiez Désiré (arbitre central), Songuifolo Yeo (assistant I), Marius Donatien Tan (assistant 2) et Kouame N'dri (arbitre protocolaire). Le Gabonais Ndoumbou Likouni Dieudonné est le commissaire au match, l'arbitre assesseur est l'Égyptien Essameldin Abdel Fattah Abdel Hamid et le malien Souleymane Magassouba le coordinateur général.

Et inversement, le quatuor trio arbitral marocain -qui devrait officier le match V.Club contre CS Sfaxien- va conduire la demi-finale retour entre Mazembe et Entente Sétif. Il s'agit de Bouchaib el Ahrach (arbitre central), Rédouane Achik (assistant I), Abdelaziz el Mahraji (assistant II) et Rédouane Jiyed (arbitre de réserve), avec le Camerounais Mbaku Fonjah Richard (assesseur). Le commissaire du match et le coordinateur général ne sont pas encore connus, le Tchadien Douga Ahmat (commissaire de match), l'Ivoirien Sinko Zeli (assesseur) et le Ghanéen Anthony Baffoe (coordinateur général) ne figurent plus sur la liste des officiels de la CAF pour ce match.

Et c'est un quatuor camerounais qui officie le match du 20 septembre à Sétif entre l'Entente et TP Mazembe. Ce quatuor est donc composé de Néant Alioum (arbitre central), Yanoussa Moussa (assistant I), Elvis Guy Noupue Nguégoue (assistant 2), Aurélien Juenkou Wandji (arbitre protocolaire). L'Égyptien Ebbas Essam Siam est désigné commissaire au match à la place du Marocain Mohamed Guezzaz qui devient assesseur; le Tunisien Khaled Lemkecher conserve son rôle de coordinateur général pour cette rencontre.

Martin Enyimo

FOOTBALL-HOMMAGE

Une soirée caritative en faveur de Ndaye Mulamba

La structure organisatrice du trophée « Ndembo Awards », qui récompensait les footballeurs congolais se distinguant au cours d'une saison, projette d'organiser cette soirée en l'honneur de l'ancienne gloire du football congolais, Ndaye Mulamba, alias Mutumbula. L'information a été livrée le 13 septembre par Romain Lobo, initiateur de Ndembo Awards, au cours d'un entretien fortuit avec des journalistes sportifs.

La soirée, qui va marquer la reprise des activités de Ndembo Awards en berne depuis quelques temps, est donc l'hommage mérité rendu à cet ancien attaquant de l'AS V.Club, champion d'Afrique (C1) en 1973 et meilleur buteur de la Coupe d'Afrique des Nations -CAN- 1974 en Égypte, avec neuf buts inscrits dans une phase finale. Ce record de Ndaye Mulamba « Volvo » n'a pas encore été battu jusqu'à ce jour. Et cette édition de la CAN avait été remportée par les Léopards de l'ex-Zaire, la fameuse coupe de la Moseka.

Quarante ans après ce sacre, Romain Lobo a donc pris l'initiative de célébrer cette ancienne gloire du football qui a inscrit en lettres d'or son nom dans les annales du football africain. Au cours de cette soirée caritative qui pourrait avoir lieu le 26 septembre, il sera donc question de collecter des fonds pour venir en aide à l'ancien international congolais dont la situation sociale actuelle est précaire. L'organisateur prévoit, lors de ladite soirée (qui sera agrémentée par le groupe de musique folk Bayuda du Congo), la projection du film « Forgothen Gold » et la remise d'un prix à Ndaye Mulamba.

Rappelons que Ndaye Mulamba Mutumbula avait fait ses débuts à l'US Tshinkunku de Kananga au Kasai occidental, avant de se retrouver à l'AS Bantous de Mbuji-Mayi au Kasai oriental, et enfin se révéler au grand public congolais et africain dans l'AS V.Club de Kinshasa. Après quelques années passées chez les Dauphins Noirs de Kinshasa, il a fini sa carrière à V.Club Mokanda de Pointe-Noire au Congo Brazzaville. Littéralement oublié, il a émigré pendant quelques temps en



Ndaye Mulamba, alias Mutumbula (photo Leopardsfoot.com)

Afrique du Sud avant de revenir à Kinshasa.

Martin Enyimo

ÉLECTIONS LOCALES

Le PCT présente ses candidats de Mvou Mvou.

La présentation de la liste des candidats du Parti congolais du travail (Pct) de l'arrondissement 2 Mvou Mvou, à Pointe-Noire, a été faite le 16 septembre à la Case du parti en présence d'Anatole Collinet Makosso, en tant que membre du comité central de ce parti.

La liste des 17 candidats du PCT, dans cet arrondissement, est conduite par Christian Ernest Makosso, membre du comité central du PCT. Parmi ses colistiers, on compte, entre autres, Victor Foudi, Florent Paka, Meno Tchiloumbou Félicité, Membet Jean Paul,

Mboumba Antoine, Kinkela, Otto Ngollo Camille, Oko Elenga Jean Cliff, Concko Jacqueline, etc.

Après avoir mis à la disposition des candidats du PCT à Mvou Mvou ses réseaux de mobilisation et de soutien, Anatole Collinet Makosso a déclaré : « Les candidats choisis par le parti l'ont été par le comité d'investiture qui a examiné le dossier de tout un chacun. Ils ne sont pas là au hasard, mais c'est sur la base de leur compétence et de leur activisme qu'ils ont été choisis. Le Parti congolais du travail prône l'égalité des chances car dans le parti tout le monde compte. C'est pourquoi, les candidats choisis sont des gens disponibles, proches de la population. Nous ne voulons plus les opportunistes politiques, les démagogues et les populistes. Les alliés qui ne sont pas derrière nous doivent également être vaincus ».

Des propos auxquels Christian Ernest Makosso, tête de liste a réagi favorablement. « Vous venez de mettre les fondations solides, ainsi je peux me permettre avec toute la liste de pouvoir bâtir les murs et le chaînage de cette maison qu'est le PCT. Je demande donc aux gens de Mvou Mvou de se mobiliser massivement le 28 septembre derrière la liste du PCT qui est la liste d'avenir, de l'émergence du Congo et de la vérité ».



Christian Ernest Makosso, tête de liste Pct à Mvou Mvou Crédit photo:»Adiac» Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Roga Roga en concert dans la partie sud du pays

L'artiste-musicien congolais, Roga-Roga Zébira Zatatatu, le suprême lampadaire et son orchestre, Extra Musica, sont attendus à partir du 21 septembre à Madingou, Nkayi, Sibiti et Dolisie pour une série de spectacles inédits.

Produit par la compagnie de téléphonie mobile, Azur Congo, cet événement s'annonce déjà grandiose. Il y aura quatre belles journées de musique avec le plus grand orchestre du moment, pour mettre en feu, les habitants de Madingou, Nkayi, Sibiti et Dolisie. Porte-étendard de la musique congolaise, Roga-Roga Missile s'apprête à mettre sur le marché du disque son nouvel album, Contentieux, qui comportera treize titres. La sortie officielle de cet opus est prévue pour ce mois de septembre. En attendant, le patron d'Extra Musica zangul, chevalier dans l'ordre du mérite congolais, multiplie des contacts avec ses fans. Il va donner à partir de ce week-end et jusqu'au milieu de la semaine prochaine, une série de concerts dans les départements de la Bouéza, de la Lékoumou et du Niari, plus précisément à Madindou, Nkayi, Sibiti et Dolisie. Sibiti est une ville que l'artiste connaît déjà. Son premier spectacle, dans cette localité, date déjà de dix ans même si Roga Roga y est revenu les 13, 14 et 15 août dernier pour donner des spectacles qui sont restés gravés dans les mémoires des populations. Il a d'ailleurs rejoint, le 16 du même mois, la ville de Dolisie pour une production en public au rond-point du cercle culturel. Les concerts annoncés dans ces localités du sud du pays sont également une opportunité pour l'artiste de faire la promotion de son album « Contentieux », un album très attendu et qui fait déjà un grand bruit. Assurément que les populations de ces départements seront parmi les premiers à déguster les chansons qui sont incluses dans cet opus.



Prosper Mabonzo

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous quotidien incontournable

FOOTBALL

La ligue de Talangaï récompense ses meilleures équipes

La Ligue de football des jeunes de Talangaï que dirige Mab André Ondélé a clôturé le 14 septembre au CEG A.A. Neto, sa saison sportive 2013-2014 en remettant des trophées aux équipes qui se sont illustrées tout au long des compétitions.



Mab André Ondélé remettant l'une des récompenses

Deux rencontres ont été programmées ce 14 septembre au terme desquelles l'équipe de Monaco a remporté le trophée dans la catégorie des cadets en dominant Brésil de Mikalou sur un score étrié d'un but à zéro. Chez les juniors, le Real de la Tsiémé a été plus fort en s'imposant 4-3 face à la formation d'Ouragan au terme d'une finale âprement disputée. Chez les minimes Union sportive de Petit-chose a pris le meilleur en finale devant Monaco sur un score étrié d'un but à zéro pendant que Guérin l'emportait chez les Benjamins face à l'Esprit du Nord. En finale des pousins, le Réal sport a dominé Esprit du Nord, 1-0.

Pour donner un cachet particulier à cette saison sportive, la Ligue de football des jeunes de Talangaï a organisé un tournoi inter quartiers avec, au total, huit équipes. La compétition a été remportée par le quartier 67 qui s'est imposé sur un score de 2-0 devant le quartier 68. Excepté, les seniors, 133 équipes ont participé à la compétition organisée par la ligue de football des jeunes de Talangaï contre 114 la saison dernière.

« Les 133 équipes sont les jeunes gens dont l'âge varie entre 6 et 18 ans. Le niveau de jeu à mon avis est bon. Nous n'allons pas exiger à ces jeunes un jeu d'une qualité qui dépasse d'abord leur catégorie ensuite leur niveau normal », a déclaré Mab André Ondélé, fier d'avoir réussi un challenge qui n'était pourtant pas facile en raison du manque d'espace de jeu. « Il faut déjà féliciter le président de la ligue de Talangaï qui, malgré le manque d'infrastructures, a organisé cette compétition avec autant d'équipes. Et ce n'est pas rien. Cela dépend aussi du comportement de chacun de nous. Plusieurs espaces ont été réservés pour abriter les rencontres sportives. Malheureusement nous nous sommes mis, nous-mêmes, à spolier ces endroits parce que nous voulons tous à voir une maison dans l'arrondissement », a commenté Privat Frédéric Ndéké, le maire du sixième arrondissement de Brazzaville présent à cette activité.

James Golden Eloué

PORTRAIT

Stéphanie Sullivan, polyglotte

En poste à Brazzaville depuis seulement une année, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Stéphanie Sullivan, ne fait pas mystère de sa capacité d'adaptation. Le 16 septembre, la diplomate était reçue en audience à la résidence du Plateau par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Elle s'est découverte bien d'ici en se faisant interviewer en lingala.

Au cœur de l'entretien entre les deux interlocuteurs figuraient les relations entre Les Etats-Unis et le Congo, les suites du sommet Amérique-Afrique tenu au mois d'août dernier à Washington, la crise centrafricaine, mais aussi la maladie Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest et pour laquelle, après avoir longtemps traîné les pieds, la Communauté internationale amorce une grande croisière pour la combattre.

Ce qui inspire ce texte c'est à la fois cette actualité prenante et le fait qu'à sa sortie d'audience, Stéphanie Sullivan a répondu aux questions de la presse en lingala. Avec un accent qui sans doute s'améliorera au fur et à mesure de la pratique de cette langue véhiculaire abondamment parlée au Congo et en République démocratique du Congo, l'ambassadrice des Etats-Unis a expliqué dans le détail l'objet de son entretien avec le chef de l'Etat congolais.

Sullivan a réédité l'exploit lorsqu'elle est sortie hier d'une entrevue avec la ministre du Commerce et des approvisionnements, Claudine Munari. Il faut dire que parfois, les Congolais eux-mêmes, hauts placés ou non, ont de la peine à articuler le traitre mot de lingala ou de kinkongo. Fâcheux tout de même !

Disons que la diplomate américaine fréquente l'Afrique depuis les années 1980. Le Cameroun, le Ghana, la République démocratique du Congo, et aujourd'hui le Congo, autant d'expériences qu'elle met à profit pour sa riche carrière diplomatique.

Gankama N'Siah

VOLLEYBALL

Vingt-deux équipes se mesurent pour le titre national

Les championnes d'entre elles seront connues à l'issue des finales qui se disputeront le 20 septembre prochain à Brazzaville.

Vingt-deux équipes ont pris le départ pour succéder à la GDSP, championne en titre chez les dames et à l'Inter club, champion en titre chez les messieurs. La motivation avec laquelle elles se sont présentées à l'ouverture officielle des championnats nationaux, le 17 septembre dans la ville capitale, prouve que les confrontations pour le titre national seront âprement disputées. Il s'agit là, en effet, de la 27ème édition pour les seniors hommes, de la 21ème pour les seniors dames, de la 19ème chez les juniors hommes et dames alors que les cadets sont, à peine, à leur 2ème édition.

Des équipes par poules

Chez les seniors hommes, Inter club aura affaire à son grand rival de Brazzaville la DGSP avant d'en découdre avec Espoir, un club de la même ville. Inter club de Pointe-Noire est donc l'unique équipe venue de loin pour tenir tête aux brazzavillois qui sont dominants dans ce groupe. Les chances de qualification, pour le club de la ville océane, sont moindres étant donné que la DGSP et Inter club, les plus titrés dans la version, sont déterminés à imposer leur loi. Leurs adversaires sortiront sans nul doute le grand jeu pour prouver qu'ils ne sont pas venus en victimes résignées. La réalité est presque la même chez les juniors hommes. Trois équipes de Brazzaville contre une seule de Kinkala (département du Pool). Il s'agit notamment de Kinda Odzo, du Club

Espoir, de la DGSP et de l'Inter club de Kinkala. Les brazzavillois plus nombreux ont plus de chances d'aller plus loin. La DGSP et le club Espoir tiennent d'ailleurs les faveurs des pronostics. Mais les autres équipes, il faut le reconnaître, ne sont pas venues par invitation. Elles ont mérité leur qualification. Donc elles ont mot à dire, du talent à prouver et peut-être



Une phase de jeu de la rencontre DGSP contre Kinda Odzo crédit photo Adiac

des pronostics à déjouer.

Le groupe des cadets, par ailleurs, est plus compliqué. Huit équipes au total : Inter club de Dolisie (département du Niari), AS Cheminots de la même localité, Inter club, Kinda Odzo et le club Espoir de Brazzaville, AS Cheminots de Nkayi (département de la Bouenza), AS Cheminots de Pointe-Noire et Inter club de Kinkala. Ici, les cheminots sont les plus nombreux. Il faut attendre les résultats définitifs pour savoir si leurs performances seront proportionnelles à leur présence numérique.

Les dames sont, quant à elles, moins nombreuses. Dans le groupe des seniors, Inter clubs Kinda Odzo et la DGSP vont se mesurer. Ce sera donc les derbies 100% brazzavillois puisque toutes ces équipes sont de la ville capitale. Ce qui n'est pas le

cas pour les juniors dames dont le groupe est constitué de l'Inter club, de la DGSP et de l'AS Cheminots de Nkayi.

Résultats de la première journée

Le coup d'envoi officiel de ces championnats nationaux était précédé d'une rencontre ayant opposé la DGSP à Cheminots de Nkayi, chez les juniors dames.

L'équipe du département de la Bouenza n'a pas pu contenir la pression de son adversaire visiblement surentraîné. Les filles de la DGSP n'ont donc pas forcé le talent pour venir à bout de l'AS Cheminots 3 sets 0. Chez les seniors dames, par ailleurs, Kinda Odzo était face à la DGSP. Un match très engagé vu la rivalité sportive entre les deux clubs de Brazzaville. Dès l'entame de la partie Kinda Odzo s'est montré plus percutant. Une pression comparable à un feu de paille qui n'a duré longtemps puisque la DGSP s'est vite ressaisie pour donner du fil à retordre à son adversaire. Finalement, les dames de cette équipe n'ont pas fait cadeau à leurs rivales contraintes à courber l'échine 3 sets 0.

Rominique Nerplat Makaya et Durly Emilia Gankama

IMMIGRATION CLANDESTINE

L'Égypte dénonce les passeurs de clandestins à partir de son territoire

Un officiel a reconnu qu'il existe « une mafia » de passeurs qui prennent en charge les immigrants pour les faire entrer en Europe

Associations et humanitaires en étaient convaincus, le gouvernement vient de confirmer : il existe bel et bien en Égypte, « une mafia de passeurs qui conduit en Italie des migrants clandestins ». Pour le porte-parole du ministère égyptien de l'Intérieur, Hany Abdel Latif, ces clandestins sont des Syriens et des Palestiniens qui entrent avec des visas de touristes en Egypte et tentent ensuite de gagner l'Europe par la Méditerranée.

Mais le porte-parole ne semble décrire là que la pointe d'un iceberg

aux abysses plus opaques. Car les clandestins sont pratiquement de toutes les nationalités et n'arrivent pas tous par les frontières établies, munis de visas. Une organisation comme Habeshia, du prêtre catholique Zarai, a publié l'an dernier les résultats d'une enquête plus angoissante. Des Erythréens, des Ivoiriens, des Somaliens et des Égyptiens seraient dans les groupes des désespérés qui tentent le tout pour le tout pour gagner l'Europe.

Intitulé « Le cycle du trafic humain- du Sinaï au-delà », le rapport soulignait que dans le seul désert du Sinaï côté égyptien, plus de 30.000 Erythréens vivaient sans espoir d'aller plus loin ou de

revenir sur leurs pas. Taillables et corvéables à souhait, beaucoup espèrent pouvoir passer en Israël mais nombreux se retrouvent également parmi les victimes que l'on compte régulièrement dans les naufrages des bateaux de fortune en Méditerranée.

Dans un seul de ces bateaux, 500 d'entre eux ont péri la semaine dernière. Partis d'Égypte, les migrants clandestins étaient en route pour l'Italie lorsque leur bateau a été volontairement éperonné près de l'île de Malte par leurs passeurs égyptiens et palestiniens, parce qu'ils avaient refusé de monter dans une embarcation plus petite, ont raconté des survivants.

Lucien Mpama